







RWI Index Questionnaire: Gabon 2012

Category I	Access to Resources		
1.1	Context		
1.2	Disclosure	29	
1.3	Legal Framework and Practices	47	
Category II	Revenue Generation and Collection		
2.1	Context		
2.2	Disclosure	43	
2.3	Legal Framework and Practices	71	
Category III	State Owned Companies		
3.1	Context		
3.2	Disclosure	N/A	
3.3	Legal Framework and Practice	N/A	
Category IV	Natural Resource Funds		
4.1	Context		
4.2	Disclosure	20	
4.3	Legal Framework and Practice	47	
Category V	Subnational Transfers		
5.1	Context		
5.2	Disclosure	N/A	
5.3	Legal Framework and Practice	N/A	

[Download PDF](#)

Gabon - RWI Index Questionnaire

[Back](#)

Indicator	Score
4.1.1	Context
4.1.1 Context	

4.1.1.050: Has the government created a special fund or natural resource fund that concentrates revenue directly from oil, gas or mineral extraction?

Score: **A** B C

Comments:

The first fund was created in 1998, called Fond pour les Générations Futures. (Future Generation Fund-FGF). The FGF has always been opaque and according to some studies from the creation (1998) to 2005 it only received 9% of what was prescribed by the Law.

IMF report above mentions that the FGF was to be substituted with another one. In fact, 2 decrees (Ordonnance n°020/PR/2010 du 25 février 2010 portant réorganisation du Fonds pour les générations futures; Ordonnance n°008/PR/2011 du 11 août 2011 portant réorganisation du Fonds pour les Générations Futures) changed the rules of the FGF and gave a new name to the Fund: Fonds souverain de la République gabonaise (FSRG)

In February 2012 this new fund has been adopted by the Board of Ministries (Conseil des Ministres) with the allocation of 500 billions Francs CFA.

References:

Publication: IMF Country Report No. 11/97

Author: Prepared by the Staff Representatives for the 2010 Consultation with Gabon, Approved by Sharmini Coorey and Dhaneshwar Ghura

Title: Gabon: 2010 Article IV Consultation—Staff Report; Staff Supplement; Public Information Notice on the Executive Board Discussion; and Statement by the Executive Director for Gabon

Date Published: May 2011

Web: <http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2011/cr1197.pdf>

page 9

"Public Financial Management Reform

15. The authorities have embarked on major reforms of public financial management (PFM), including the introduction of program budgeting and modern principles of financial management. They also are setting up a Caisse de Relance 3 to carry funds for capital projects over into the next budget year. Regarding managing oil wealth, they have decided to establish a national oil company and to convert the Fund for Future Generations to a Strategic Sovereign Fund (SSF), which will take equity stakes in foreign and domestic companies of strategic importance to Gabon. Because the laws establishing these new funds currently are being drafted, it is not clear whether they will be held at the regional central bank or outside, which would weaken the central bank's international reserves."

Publication: Radio France Internationale

Author: RFI

Title: Le Gabon va financer un fonds souverain pour les générations futures

Date Published: 5th February 2012

Web: <http://www.rfi.fr/afrique/20120204-le-gabon-va-financer-fonds-souverain-generations-futures>

Le Conseil des ministres gabonais a adopté samedi 4 février les règles de financement du Fonds souverain de la République gabonaise (FSRG). Il est destiné à financer des grands projets d'aménagement et de développement, une sorte de fonds pour les générations futures collecté grâce à la manne pétrolière.

Ce Fonds souverain de la République gabonaise sera doté de 500 milliards de francs CFA, soit 760 millions d'euros. Il sera alimenté jusqu'à ce montant par un prélèvement de 10% sur les recettes pétrolières prévues chaque année dans la loi de finances. A cela s'ajoutera la moitié des recettes budgétaires qui proviendraient d'un excédent des rentrées sur les prévisions effectuées en début d'année pour le budget de l'Etat. C'est-à-dire en cas d'envolée du prix du pétrole.

4.1.1.051: What authority is responsible for the natural resource fund?

Score: A B **C** D E

Comments:

The Fund has been implemented in February 2012, according to the: Ordonnance n°008/PR/2011 du 11 août 2011 portant réorganisation du Fonds pour les Générations Futures, the new fund, called Fonds Souverain de la République Gabonaise (FSRG), is under the control of the President of the Republic (executive).

References:

Ordonnance n°008/PR/2011 du 11 août 2011 portant réorganisation du Fonds pour les Générations Futures

Article 6 : Les ressources du FSRG sont domiciliées sur un compte ouvert dans les livres de la Banque des Etats d'Afrique Centrale, en abrégé BEAC, ou dans tout autre établissement financier de première catégorie [...]

Article 9 : Le FSRG est placé sous l'autorité du Président de la République qui fixe par acte spécial la composition et le fonctionnement de l'organe d'orientation. Les opérations comptables sont soumises au contrôle de la Cour des Comptes.

Article 10 : Pour l'application de la présente ordonnance, il est mis en place un cadre institutionnel comprenant :

- un Conseil Stratégique d'Orientation, ci-après désigné « le Conseil Stratégique » ;
- un Fonds Gabonais d'Investissements Stratégiques, en abrégé FGIS.

Article 11 : Le Conseil Stratégique est l'organe de détermination des stratégies politiques et d'orientation des domaines d'intervention du Fonds.

A ce titre, le Conseil Stratégique est notamment chargé :

- d'arrêter les objectifs globaux et à terme du Fonds ;
- d'adopter, sur proposition du Conseil d'Administration du FGIS, les orientations générales de la politique d'investissement du FSRG en rapport avec la conjoncture économique et le marché international des capitaux et des matières premières ;
- de donner mandat à l'organisme de gestion du Fonds et réviser annuellement l'étendue et le niveau de celui-ci.

Article 12 : Le FGIS est un établissement public à caractère industriel et commercial rattaché à la Présidence de la République. Il est doté de la personnalité juridique et jouit de l'autonomie administrative et de gestion financière.

Il a son siège à Libreville.

Article 13 : Le FGIS a pour objet, à titre de mandataire exclusif :

- de mettre en oeuvre les objectifs qui lui sont assignés ;
- de mouvoir le FSRG dans la limite des dispositions de l'article 8 ci-dessus ;
- de gérer le patrimoine généré par son activité ;
- de gérer les participations de l'Etat non attribuées expressément à une autre structure déléguée.

Dans l'exercice des compétences prévues par le présent article, le FGIS jouit des prérogatives de puissance publique, notamment des privilèges du Trésor en matière de recouvrement.

Article 14 : Le FGIS comprend :



- le Conseil d'Administration

- la Direction Générale ;
 - l'Agence Comptable.
- Section 1 : Du Conseil d'Administration
- Article 15 : Le Conseil d'Administration est l'organe d'orientation et de décision du FGIS.

[Download PDF](#)

Gabon - RWI Index Questionnaire

[Back](#)

Indicator		Score	
4.2.1	Comprehensive reports	25	
4.2.2.056	Audited reports	0	

4.2.1 Comprehensive reports

4.2.1.052: Are the rules for the fund's deposits and withdrawals published, including the formula(s) for deposits and withdrawals?

Score: A B C

Comments:

The formulas for withdrawals is not published. But all the other are described in the above mentioned Acts.

References:

Ordonnance n°008/PR/2011 du 11 août 2011 portant réorganisation du Fonds pour les Générations Futures

Article 4 : Le capital minimum du FSRG est alimenté par :

- un prélèvement de 10% sur les recettes pétrolières annuelles prévues dans la loi de finances ;
- 50% de toutes les recettes budgétaires additionnelles correspondant à un dépassement des hypothèses de base de la loi de finances annuelle ;
- les dividendes du portefeuille des participations de l'Etat ;
- la totalité des produits financiers générés par le Fonds ;
- les dons et legs.

Article 5 : Une fois le capital minimum atteint, le Fonds est alimenté chaque année par :

- 25% des revenus générés par ses placements ;
- toutes les recettes pétrolières additionnelles correspondant à un dépassement des hypothèses de base de la loi de finances de l'année précédente

Article 6 : Les ressources du FSRG sont domiciliées sur un compte ouvert dans les livres de la Banque des Etats d'Afrique Centrale, en abrégé BEAC, ou dans tout autre établissement financier de première catégorie.

Article 7 : Après libération totale du capital minimum du Fonds, 75% des revenus visés à l'article 5 ci-dessus sont reversés une fois par an au Trésor Public et constituent une ressource du budget de l'Etat.

Article 8 : Les ressources du FSRG visent notamment à :

- prendre des participations dans des entreprises gabonaises et étrangères, en recherchant les meilleurs arbitrages rendements-risques possibles tels que prévus par la politique d'investissement ;
- soutenir, par la prise de participations, le développement des petites et moyennes entreprises gabonaises, dites de croissance ;
- stabiliser, par la constitution ou la prise de participations, le capital d'entreprises gabonaises présentant un caractère stratégique pour l'Etat ;
- prendre des participations dans toute entreprise étrangère ayant une filiale au Gabon ;
- souscrire à des obligations nationales ou étrangères ;
- souscrire à des bons de Trésor gabonais ou étrangers ;

- réaliser des opérations financières sur les places boursières, à l'exception des transactions sur les produits dérivés ;
- passer des contrats de fiducie avec des gestionnaires de patrimoines établis sur une place financière disposant d'un régime juridique et fiscal approprié ;
- accompagner l'investissement des entreprises gabonaises et étrangères dans les secteurs stratégiques par leurs apports financiers.

http://www.glin.gov/view.action?searchDetails.issuanceDateFromyear=&searchDetails.searchAll=true&searchDetails.issuanceDateFrommonth=01&searchDetails.issuanceDateToday=01&searchDetails.includeAllFields=true&searchDetails.sortOrder=default&searchDetails.issuanceDateFrom=&search=Ricerca&searchDetails.queryString=fond+g%C3%A9n%C3%A9rations+futures&popupSearch=false&fieldName=&searchDetails.queryType=ALL&searchDetails.publicationLanguage=&searchDetails.andSubjectTerms=true&searchDetails.publicationJurisdictionExclude=false&searchDetails.publicationDateFromday=01&searchDetails.publicationDateToday=01&searchDetails.publicationDateTomonth=01&searchDetails.publicationDateFrommonth=01&searchDetails.issuanceDateToyear=&searchDetails.subjectTerms=&searchDetails.publicationDateFrom=&searchDetails.issuanceDateTo=&searchDetails.issuanceDateFromday=01&searchDetails.publicationDateFromyear=&checkbox_searchDetails.showSummary=true&newSubjectTerm=&searchDetails.hitsPerPage=10&searchDetails.publicationDateToyear=&searchDetails.issuanceDateTomonth=01&searchDetails.summaryLanguage=%27%27&searchDetails.publicationJurisdiction=&searchDetails.publicationDateTo=&searchDetails.showSummary=true&glinID=252703&summaryLang=fr&fromSearch=true

4.2.1.053: Does the fund management or authority in charge of the fund publish comprehensive information on its assets, transactions and investments?

Score: A B C **D** E

Comments:

It is too early to evaluate the new Fund as it has only been created in February 2012. As for the Fond pour les Générations Futures, the best analysis has been made in 2006 by Daniel Leigh, Jan-Peter Olters and is described in the IMF Working Paper Above mentioned.

All the documents report how poorly the FGF was managed. Besides no official agent has published information on it.

References:

Publication: IMF Working Paper WP/06/193

Author: Daniel Leigh, Jan-Peter Olters

Title: Natural-Resource Depletion, Habit Formation, and Sustainable Fiscal Policy: Lessons from Gabon

Date Published: 2006

Web: <http://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2006/wp06193.pdf>

BOX 1

Implementation. The transitional stipulations have been applied also in the following years, with FGF funds being held by the Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC) and remunerated in line with other "special accounts." Recently, these have been gradually increased from 1.6 percent at end- 2005 to 1.9 percent in March 2006 and—by creating a special category of fiscal reserves for future generations (cf. BEAC Decision No. 09/GR/2006)—to 2.2 percent in June 2006. Contributions by the budget to the FGF were sporadic, and—in violation of the FGF law—capital was withdrawn in 2003.

Publication: Revue d'économie politique, 2010/3 Vol. 120, p. 487-508.

Author: Daniel Leigh, Jan-Peter Olters

Title: Épuisement des ressources naturelles, formation d'habitudes et viabilité budgétaire :

Enseignements de l'expérience gabonaise

Date Published: 2010

Web: <http://www.cairn.info/revue-d-economie-politique-2010-3-p-487.htm>

Après la crise économique de 1998, après plus d'une décennie des prix

pétroliers très bas (Graphique 2), le Gabon introduisit un nombre de changements institutionnels, y compris l'établissement du Fonds pour les générations futures (FGF) avec des règles fiscales correspondantes. Mais une grande partie de ces règles du FGF ne fut jamais appliquée(6) [...]

6. Instaurées en mi-1998, les régulations de la banque centrale régionale n'ont pas encouragé des investissements du gouvernement dans le FGF. C'est en partie à cause de ces régulations que le budget, jusqu'à fin 2005, n'a fourni que 9 % du montant que le Gabon aurait accumulé si les lois avaient été respectées au pied de la lettre

Publication: IMF Country Report No. 11/97

Author: Prepared by the Staff Representatives for the 2010 Consultation with Gabon, Approved by Sharmini Coorey and Dhaneshwar Ghura

Title: Gabon: 2010 Article IV Consultation—Staff Report; Staff Supplement; Public Information Notice on the Executive Board Discussion; and Statement by the Executive Director for Gabon

Date Published: May 2011

Web: <http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2011/cr1197.pdf>

15. The authorities have embarked on major reforms of public financial management (PFM), including the introduction of program budgeting and modern principles of financial management. They also are setting up a Caisse de Relance 3 to carry funds for capital projects over into the next budget year. Regarding managing oil wealth, they have decided to establish a national oil company and to convert the Fund for Future Generations to a Strategic Sovereign Fund (SSF), which will take equity stakes in foreign and domestic companies of strategic importance to Gabon. Because the laws establishing these new funds currently are being drafted, it is not clear whether they will be held at the regional central bank or outside, which would weaken the central bank's international reserve/

4.2.1.054: Are the reports containing information on the fund's assets and transactions understandable?

Score: A B C D E

References:

See previous question

4.2.1.055: How often are financial reports published by the fund management or authority in charge?

Score: A B C D E

References:

See previous question

4.2.2.056 Audited reports

4.2.2.056a: Are the fund's financial reports audited?

Score: A B C D E

Comments:

According to the Law, la cours de Compte has to audit annually to the President of the Republic and to the Parliament. As mentioned, the new Fund was officially launched the 3rd of February 2012, so the

first report is likely to be issued in 2013. Besides, no rules provide for public disclosure.

The previous fund was not audited.

References:

Ordonnance n°020/PR/2010 du 25 février 2010 portant réorganisation du Fonds pour les générations futures.

Article 17: La Cour des Comptes procède à un audit annuel des transactions relatives au Fonds Gabonais d'Investissement Stratégique. Cet audit donne lieu à un rapport qui est transmis au Président de la République et au Parlement au cours de la première session qui suit l'exercice budgétaire concerné

Ordonnance n°008/PR/2011 du 11 août 2011 portant réorganisation du Fonds pour les Générations Futures

Article 28 : Les comptes annuels du FGIS et du FSRG sont transmis à l'examen de la Cour des Comptes à la fin de chaque exercice.

Cet examen donne lieu à l'établissement d'un rapport qui est transmis au Président de la République et au Parlement avant la fin du premier semestre suivant l'exercice budgétaire concerné.

4.2.2.056b: Are the audited financial reports published?

Score: A (B) C

Comments:

Older reports, if made, were never published. As for the newer, the legislation does not have disclosure clauses.


References:

See previous question

[Download PDF](#)

Gabon - RWI Index Questionnaire

[Back](#)

Indicator	Score
4.3.1 Legal Framework and Practice	47 

4.3.1 Legal Framework and Practice

4.3.1.057: Are the rules governing deposits into the fund defined by legislation?

Score: A B C

References:

<http://www.glin.gov/view.action?glinID=252703>

Ordonnance n°008/PR/2011 du 11 août 2011 portant réorganisation du Fonds pour les Générations Futures

Article 3 : Le FSRG est un fonds de réserve au capital minimum de cinq cent milliards (500.000.000.000) de FCFA.

Ce capital minimum ne peut être utilisé pour faire face aux dépenses de l'Etat, y compris celles ayant un caractère exceptionnel.

Article 4 : Le capital minimum du FSRG est alimenté par :

- un prélèvement de 10% sur les recettes pétrolières annuelles prévues dans la loi de finances ;
- 50% de toutes les recettes budgétaires additionnelles correspondant à un dépassement des hypothèses de base de la loi de finances annuelle ;
- les dividendes du portefeuille des participations de l'Etat ;
- la totalité des produits financiers générés par le Fonds ;
- les dons et legs.

Article 5 : Une fois le capital minimum atteint, le Fonds est alimenté chaque année par :

- 25% des revenus générés par ses placements ;
- toutes les recettes pétrolières additionnelles correspondant à un dépassement des hypothèses de base de la loi de finances de l'année précédente.

Article 6 : Les ressources du FSRG sont domiciliées sur un compte ouvert dans les livres de la Banque des Etats d'Afrique Centrale, en abrégé BEAC, ou dans tout autre établissement financier de première catégorie.

Article 7 : Après libération totale du capital minimum du Fonds, 75% des revenus visés à l'article 5 ci-dessus sont reversés une fois par an au Trésor Public et constituent une ressource du budget de l'Etat.

4.3.1.058: In practice, does the government follow the rules governing deposits to the natural resource fund?

Score: A B C D E

Comments:

In the past rules were defined by the law but were clearly not followed. The reason for creating a new fund was pushed by international donors as for the case of the Gabonese Oil Company. As for now, it is still too early to have the first reports.

References:

Publication: IMF Working Paper WP/06/193

Author: Daniel Leigh, Jan-Peter Olters

Title: Natural-Resource Depletion, Habit Formation, and Sustainable Fiscal Policy: Lessons from Gabon

Date Published: 2006

Web: <http://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2006/wp06193.pdf>

Box : Le Fond pour Générations Futures:

[...]

Implementation. The transitional stipulations have been applied also in the following years, with FGF funds being held by the Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC) and remunerated in line with other "special accounts." Recently, these have been gradually increased from 1.6 percent at end-2005 to 1.9 percent in March 2006 and—by creating a special category of fiscal reserves for future generations (cf. BEAC Decision No. 09/GR/2006)—to 2.2 percent in June 2006. Contributions by the budget to the FGF were sporadic, and—in violation of the FGF law—capital was withdrawn in 2003. By end-2005, the budget contributed CFAF 84 billion to the FGF, representing 8.8 percent of the amount that would have been saved had the law been respected fully. During the same period of time, however, the authorities significantly reduced their stock of public debt, including arrears. Given that Gabon's debt carries an interest rate far in excess of the FGF interest rate, the government's realized net savings were probably a more rational strategy of reserve management, even though they were more erratic than what the FGF law implied and represented only about 60 percent of the implicit total asset accumulation vis-à-vis the oil fund.

4.3.1.059: Are the rules governing withdrawal or disbursement from the fund defined by legislation?

Score: A B C

Comments:

There are no clear rules for disbursement or withdrawal in the law.

References:

Ordonnance n°008/PR/2011 du 11 août 2011 portant réorganisation du Fonds pour les Générations Futures.....

[...]

Article 8 : Les ressources du FSRG visent notamment à :

- prendre des participations dans des entreprises gabonaises et étrangères, en recherchant les meilleurs arbitrages rendements-risques possibles tels que prévus par la politique d'investissement ;
- soutenir, par la prise de participations, le développement des petites et moyennes entreprises gabonaises, dites de croissance ;
- stabiliser, par la constitution ou la prise de participations, le capital d'entreprises gabonaises présentant un caractère stratégique pour l'Etat ;
- prendre des participations dans toute entreprise étrangère ayant une filiale au Gabon ;
- souscrire à des obligations nationales ou étrangères ;
- souscrire à des bons de Trésor gabonais ou étrangers ;
- réaliser des opérations financières sur les places boursières, à l'exception des transactions sur les produits dérivés ;
- passer des contrats de fiducie avec des gestionnaires de patrimoines établis sur une place financière disposant d'un régime juridique et fiscal approprié ;
- accompagner l'investissement des entreprises gabonaises et étrangères dans les secteurs stratégiques par leurs apports financiers.

[...]

Article 13 : Le FGIS a pour objet, à titre de mandataire exclusif :

- de mettre en oeuvre les objectifs qui lui sont assignés ;
- de mouvoir le FRSG dans la limite des dispositions de l'article 8 ci-dessus ;
- de gérer le patrimoine généré par son activité ;
- de gérer les participations de l'Etat non attribuées expressément à une autre structure déléguée.

Dans l'exercice des compétences prévues par le présent article, le FGIS jouit des prérogatives de puissance publique, notamment des privilèges du Trésor en matière de recouvrement.

4.3.1.060: In practice, does the government follow the rules governing withdrawal or spending from natural resource fund?Score: A B C D **E****Comments:**

As for the FGF it was not following the regulations. As for the new, it was created in February 2012.

References:

See previous questions

4.3.1.061: Are withdrawals or spending from the fund reserves approved by the legislature as part of the budget process?Score: A **B** C**Comments:**

Spending and Withdrawal has to follow article 8 of the Law; the Conseil Strategique decides the policies that have to be implemented and the Fonds Gabonais d'Investissements Strategiques, FGIS, to put it in practice.

Article 28 mention that reports are published after the end of the Fiscal Year

Also, at article 29, the law mentions that the Minister of Finance (Budget) and the Minister of Economy (Economie) have to present a report to the Parliament. It seems more that those publications are there to inform the Parliament on how the money has been spent and not a document that needs a ratification to be implemented.

References:

Ordonnance n°008/PR/2011 du 11 août 2011 portant réorganisation du Fonds pour les Générations Futures

Article 11 : Le Conseil Stratégique est l'organe de détermination des stratégies politiques et d'orientation des domaines d'intervention du Fonds.
[...]

Article 13 : Le FGIS a pour objet, à titre de mandataire exclusif :

- de mettre en oeuvre les objectifs qui lui sont assignés ;
- de mouvementer le FRSG dans la limite des dispositions de l'article 8 ci-dessus ;
- de gérer le patrimoine généré par son activité ;
- de gérer les participations de l'Etat non attribuées expressément à une autre structure déléguée

Article 27 : Les comptes annuels du FGIS sont certifiés par un commissaire aux comptes agréé, désigné par le Conseil d'Administration après une procédure d'appel d'offres.

Article 28 : Les comptes annuels du FGIS et du FSRG sont transmis à l'examen de la Cour des Comptes à la fin de chaque exercice.

Cet examen donne lieu à l'établissement d'un rapport qui est transmis au Président de la République et au Parlement avant la fin du premier semestre suivant l'exercice budgétaire concerné.

Article 29 : Dès la publication de la présente ordonnance et avant la fin de la première session qui suit l'exercice budgétaire concerné, les Ministres chargés respectivement de l'Economie et du Budget font au Parlement un rapport sur les activités du Fonds.

4.3.1.062: Are officials of the natural resource fund required to disclose information about their financial interest in any oil, gas or mining projects?Score: **A** B C**Comments:**

The Law is general for all the public officials and not specifically related to the extractive industries. It is also relevant to say that Ordonnance n°008/PR/2011(du 11 août 2011 portant réorganisation du Fonds pour les Générations Futures) does not specify any obligation to disclose this information

The: Commission Nationale de Lutte Contre l'Enrichissement Illicite (CNLCEI), is the anti corruption national commission that was created in 2003. Following the creation of the CNLCEI the above mentioned law provide public official to state their fortune. Even if not specific to extractive it should include also this assets.

References:

Loi n°1/2005 du 4 février 2005 portant statut général de la Fonction publique

Article 66.- Il est interdit à l'agent public:

d'avoir, par lui même ou par personne interposée, des intérêts ou d'être employé dans des opérations ou entreprises dans lesquelles il a assuré une intervention ou un contrôle, pendant une période de cinq ans ;

d'avoir une participation directe ou indirecte dans un organisme sous contrôle de l'Etat ou ayant des relations commerciales avec celui-ci, ou qui peut engendrer un conflit d'intérêt entre l'intérêt personnel de l'agent public et les devoirs de ses fonctions.

Dans tous les cas l'agent public est tenu d'informer sa hiérarchie de tout fait pouvant le placer ou le plaçant dans une situation de conflit d'intérêt. Sous réserve de poursuites pénales, l'inobservation des dispositions du présent

article expose l'agent public défaillant à des sanctions disciplinaires.

web: <http://www.cnlcei.ga/uploads/LOI-N002-2003.pdf>

Loi 00021/2003 instituant un régime de prévention et de répression de l'enrichissement illicite en République Gabonaise

[...]

Article 3 : Les dispositions de la présente loi s'appliquent à tout dépositaire de l'autorité de l'Etat:

-autorité publique;

-autorité administrative;

-agent public;

-ainsi que tout préposé statutaire ou occasionnel de l'Etat, des collectivités locales, des établissements publics ou parapublics

Web: <http://www.cnlcei.ga/uploads/decret-000324.pdf>

Décret N° 000324/PR/MCEILPLC

Fixant les modalités de la déclaration de fortune par les dépositaires de l'autorité de l'Etat et les conditions de leur conservation et de leur exploitation.

[...]

Article 2: Les dépositaires de l'autorité de l'Etat visés à l'article 3 de la loi n° 002/2003 susvisée sont tenus, dans les trois(3) mois qui suivent leur nomination à une emploi ou à une fonction, leur nomination ou leur élection à un mandat, d'adresser au Président de la Commission Nationale de Lutte contre l'Enrichissement Illicite une déclaration de fortune conforme au modèle figurant à l'annexe du présent décret, certifiée exacte et sincère, retraçant tous leurs revenus et toute leur situation patrimoniale [...]

Article 15.- Sous réserve de l'identification des dépositaires de l'État prévue à l'article 10 du présent décret, sont concernés par les déclarations de fortune :

- le président de la République, - le vice-président de la République,

- le premier ministre, - le président du Sénat, - le président de l'Assemblée nationale, - les présidents des institutions constitutionnelles, - les membres du gouvernement, - les membres des institutions constitutionnelles,

- les députés, - les sénateurs, - les chefs de mission diplomatique et les chefs de poste consulaire, - les directeurs généraux et directeurs des établissements publics et parapublics, - les gouverneurs - les présidents des conseils départementaux et des conseils municipaux, - les directeurs généraux, les directeurs et les chefs de service des organismes financiers,

- les directeurs généraux, les directeurs et les chefs de service des régies

financières, - les chefs des organismes ou services d'inspection ou de contrôle relevant de l'État, -

l'ordonnateur du budget de l'État, - les administrateurs de crédits, - les comptables publics, - les chefs de juridiction, - les magistrats, - les membres, le secrétaire général et les rapporteurs de la commission nationale de lutte contre l'enrichissement illicite ainsi que le commissaire du gouvernement auprès de ladite commission, [...]

[Download PDF](#)

Gabon - RWI Index Questionnaire

[Back](#)

Indicator	Score
5.1.1	Context
5.1.1 Context	

5.1.1.063: Do central governments transfer resources to subnational authorities based on extraction of mineral resources?

Score: A B C **(D)** E

Comments:

In all the documents found there is no mention of sub-national transfers. The only transfers cited by the EITI reports, for instance, are those to the oil refinery, SONARA.

Nevertheless, it seems that the PID-PIH system has been put in practice in the awarding of the recent CEPP by Total Gabon, Perenco and Shell.

The PID/PIH (Provision pour l'investissement diversifié et Provision pour l'investissement des Hydrocarbures-see above) an agreement in the contract between the company and the government, which provides that a part of the oil revenues, specific to that contract, is used for building infrastructure in the local area of the exploitation.

So far it has been the case of Total Gabon financing the Port-Gentil Airport (<http://www.mtm-news.com/article/3099/total-gabon-modernise-l%E2%80%99aeroport-port-gentil>)

References:

The government does not provide transfer resources to sub national authorities.

Publication: IMF Country Report N° 07/174

Author: Prepared by the African Department

(in consultation with other departments) Approved by David Nellor and Adrienne Cheasty

Title: Gabon: Request for a Stand-By Arrangement

Date Published: May 2007

Web:<http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2007/cr07174.pdf>

Page 14 note n°10

"10

Both PID and PIH are long-standing contract provisions in the concession agreement with one of the largest foreign oil companies active in Gabon under which a small proportion of corporate taxation is earmarked for

specific investment expenditures. The mission was informed that, in recent years, both PID and PIH have averaged about US\$13.5 million (totaling 1¼ percent of total oil revenues and equivalent to ½ percent of non-oil GDP in 2006) and have been dedicated to infrastructure and defense expenditure, respectively, operated outside of the government budget."

5.1.1.064: Are conditions imposed on subnational government as part of revenue sharing regime?

Score: A B **C**

References:

See question 63

[Download PDF](#)

Gabon - RWI Index Questionnaire

[Back](#)

Indicator	Score
5.2.1	Disclosure

5.2.1 Disclosure

5.2.1.065: Are the rules for revenue transfers from central to sub national governments published, including the formula(s) for revenue sharing?

Score: A B **C**

References:

See question 63

5.2.1.066: Does the central government publish comprehensive information on transfers of resource related revenues to sub-national governments?

Score: A B C D **E**

References:

See Question 63

5.2.1.067: Are the reports containing information on transfers of resource related revenues to sub-national governments understandable?

Score: A B C D **E**

References:

See Question 63

5.2.1.068: How often does the central government publish information on transfers of resource related revenues to sub-national governments?

Score: A B C D **E**

References:

See Question 63

5.2.1.069: Do sub-national governments publish information on transfers received from central governments?

Score: A B **C**

References:

See Question 63

[Download PDF](#)

Gabon - RWI Index Questionnaire

[Back](#)

Indicator	Score
5.3.1 Legal Framework and Practice	N/A

5.3.1 Legal Framework and Practice

5.3.1.070: Are arrangements (including formulas and responsible institutions) for resource revenue sharing between central and sub-national governments defined by legislation?

Score: A B **C**

References:

See Question 63

5.3.1.071: In practice, does the government follow the rules established by resource revenue sharing legislation?

Score: A B C D **E**

References:

See Question 63

[Download PDF](#)

Gabon - RWI Index Questionnaire

Context

[Back](#)

Indicator	Score
1.1	Context
1.1	Context

1.1.001: Does the country have a clear legal definition of ownership of mineral resources?

Score: A B C D E

Comments:

Gabon is highly dependent on oil revenues. Over the past five years, the oil sector has accounted, on average, for 81 percent of exports, 45 percent of GDP, and 60 percent of government revenue (Data from the World Bank. See: IBRD, IFC- Country Partnership Strategy (FY 2012-2016) for the Gabonese republic, February 23, 2012, p. 7. Document available at: [http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContent Ser ver/WDSP/IB/2012/03/14/000333037_20120314005454/Rendered/PDF/673430CAS0P1140Official0Use 0Only090.pdf](http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentSer ver/WDSP/IB/2012/03/14/000333037_20120314005454/Rendered/PDF/673430CAS0P1140Official0Use 0Only090.pdf))

References:

Réglementation des activités de recherche et d'exploitation des hydrocarbures
Loi n°14/82 du 24 janvier 1983

Art.3.- A compter de la date de publication de la présente Loi, les nouvelles Conventions qui seront signées avec les Sociétés Pétrolières appelées à réaliser sur le Territoire Gabonais des travaux de recherches et d'exploitation d'hydrocarbures seront du type « Contrat d'Exploitation et de Partage de Production » ou du type « Contrat de Service » tels que prévus par le Ministère des Mines et Pétrole. Ces Conventions disposent que les ressources minières du sous-sol appartiennent à l'Etat et que les Sociétés Pétrolières interviennent au Gabon pour le compte du Gouvernement. Elles définiront les limites des permis de recherches et leur durée de validité, les modalités des travaux d'exploration et d'exploitation et les règles de partage de la production pétrolière. Les dites Conventions arrêteront également les dispositions économiques, financières, fiscales et douanières applicables ; elles préciseront enfin tous les droits et obligations des Sociétés signataires de la Convention. Ces Conventions seront signées par le Ministre du Pétrole et contresignées par les Ministres des Domaines et des Finances et approuvées par Décret.

Code Minier Loi n°5/2000 du 12 octobre 2000 portant Code Minier

Article 3: On entend par substance minérale utile, toute substance provenant du sol et du sous-sol qui, sans transformation ou après transformation, est utilisable comme:

- matière première de l'industrie ou de l'artisanat;
- matériaux de construction ou de travaux publics;
- amendement des terres;
- source d'énergie.

Article 4: Toutes les substances minérales utiles contenues dans le sol et le sous-sol de la République gabonaise sont propriétés de l'Etat.

1.1.002: Who has authority to grant hydrocarbon and mineral rights or licenses?Score: A B C D E**Comments:**

According to the legislation, the Ministry for Oil & Mines signs the Agreement with the Oil company. The convention is countersigned by two other Ministers (Finance) and finally it must be ratified by a decree. The attached document is an exemple of this decree.

In the 1962 Mining code, still valid for the Hydrocarbons, the Ministry was as well responsible of granting these licences.

References:

Ministre de Mines et du Pétrole

Loi n°14/82 du 24 janvier 1983

Réglementation des activités de recherche et d'exploitation des hydrocarbures

Art. 3 (quoted in question 1)

1.1.003: What licensing practices does the government commonly follow?Score: A B C D E**Comments:**

Gabon had 9 licensing rounds until 1999. In 2009 a 10th licensing round was called but it was then delayed in order to wait for the new "Code des Hydrocarbures". Being the last round stopped, the government thought of the possibility of direct negotiations, but the researcher could not find any confirmation of these negotiations apart from an article of April 2011 by OIN.

Also, according to the Oxfordbusiness publication "The Report: Gabon 2011", at time of its writing (July 2011) the government was uncertain if conducting direct negotiations or call for open bidding. See Page 54 (the publication is partly available on google books at: <http://books.google.de/books?id=qm8900AFGfoC&pg=PA56&dq=the+report:+gabon+alex+international&hl=it&sa=X&ei=0G98T-95isa0BqGP3bwJ&ved=0CCwQ6AEwAA#v=onepage&q&f=false>)

The legislation does not oblige to follow one particular kind of licensing practice. The Min. of Mines in a recent interview stated that the deep sea offshore has not been explored yet.

The government website: Gabon-Industriel.com published news feed about new licensing in 2011 and 2012, but those refers only to exploration permits that turned into exploitation (see for instance: <http://www.gabon-industriel.com/l-actualite/toute-l-actualite/petrole-deux-contrats-d-exploitation-et-de-partage-de-production-pour?page=0,2>)

Finally, in an interview of late January 2011, published also in English, the Mining Minister, Alexandre Barro Chambrier, told that all the offshore were still unexplored (see attached the full article), which were the blocks proposed in the 10th license round.

References:

Information appears contradictory but in general the licensing process follows rounds with general bidding. Companies have to show their interest in a specific time lapse buying information about the block in which they are interested.

1) Licensing Rounds

9th licensing round : <http://www.oilandgasonline.com/article.mvc/Gabon-9th-Licensing-Round-0001>

10th licensing round 2010 (delayed at least 3 times):

<http://www.gabon10thlicenceround.com/>

Publication: Le Quorum, Article paru dans le magazine Le Quorum No 1

Title: Le Gabon a son avenir pétrolier devant lui: «42% du territoire encore inexploré»

Date Published: 23 January 2012

Web: <http://www.lequorum.com/economie-gabon/2301-1175-le-gabon-a-son-avenir-petrolier-devant-lui-42-du-territoire-encore-inexplore>

Translation published on : <http://www.en.legabon.org/index.php?m=2&s=0&a=35>

(Government website)

We have not yet explored the whole offshore territory called "very deep", which represents 42% of our surface area. This exploration certainly requires considerable financial resources, but the outlook is excellent. This should enable us to move to a higher level.

2) Direct Negotiations:

Publication: Oil Investment News: Special Supplement produced by OIN

Title: The republic of Gabon Revitalizing the Petroleum Industry

Date published: April 2011

Web: <http://gabonreport.janddmedia.com/>

"The country's energy sector expects to see major changes regarding deepwater and ultradeepwater offshore exploration later this year. In October 2010 government announced that the 10th Licensing Round for 42 offshore blocks covering approximately 118,000 square kilometers was postponed and that awarding of blocks will now be done by means of direct consultation, open to all companies that express interest."

[...]

"Gabon aims to stem the downward production trend by offering acreage through direct consultation in a highly prospective yet under-explored region: deepwater pre-salt plays to be analogous to discoveries in Brazil."

1.1.004: What is the fiscal system for mineral resources?

Score: A B C D E

Comments:

Since 1983, with the Loi 14/82 the Oil companies operate in Production Sharing Agreements only (article 3 of the law).

Nevertheless there are still some "conventions d'établissement" , concessions agreements negotiated before 1983, with Total Gabon, Shell Gabon and Perenco, the 3 major oil companies in the country. Those apply only to the fields obtained before 1983 and not to all the fields of these 3 companies.

References:

Publication: Page web de la DGI-site du gouvernement

Title: I). Description des régimes en place

Author: Direction Générale des Impôts

Data Published: 2009

website: <http://www.dgi.ga/spip.php?article56>

I). Description des régimes en place

Fiscalité des Entreprise Pétrolières:

[...]

Le contrat d'exploitation et de partage de production (CEPP):
Le CEPP est un régime spécifique, établi sur une philosophie différente : le partage de production.

Le contracteur est soumis :
au paiement d'une Royalty variant entre 3% et 15% ;
au paiement d'une redevance superficielle en dollar par km² ;
à un plafond de récupération des coûts (Cost Stop) d'environ 70% ;
à la TVA au taux normal ;
taux réduit de 5% pour les importations ;
à la parafiscalité, à savoir : Frais de formation, Fonds de soutien au Hydrocarbures, Fonds d'Équipement de la DGH ;
au partage de production (profit oil), en moyenne 55% pour l'État et 45% pour le Contracteur ;
La compagnie peut bénéficier d'un Uplift ;
La compagnie a l'obligation de constituer des provisions pour restitution des sites dénommées « Provisions RES ».

Au 05 janvier 2009, on recensait 23 compagnies disposant d'un CEPP en phase d'exploration et 07 sociétés se partageant 22 contrats en production (CNR, Total Gabon, Shell Gabon, Vaalco, Marathon, Addax et Maurel & Prom).
[...]

II). Incitations fiscales existantes
A). Au niveau des entreprises du secteur Pétrole et Mines
[...]
b). Pour les sociétés en CEPP

Tous les termes fiscaux du CEPP s'obtiennent par le biais de la négociation. Les parties (l'État et les compagnies) recherchent souvent un équilibre général.

Taux de RMP pouvant se situer entre 3 et 15% ;

Récupération rapide des coûts dès la mise en production du champ (Cost Stop à 70% en moyenne) ;

Profit oil de l'État puissance publique correspondant à l'impôt sur les sociétés de droit commun, soit 35% du bénéfice réalisé.

1.1.005: What agency has authority to regulate the hydrocarbon and mineral sector?

Score: A B C D E

Comments:

A new State Oil Company, the Gabon Oil Company, has been recently created to manage state's stake in petroleum companies (upstream and downstream) and to help the development of Gabonese SME. Also, it should help creating a better national policy. So far, not much information has been released.

References:

Direction Générale des Hydrocarbures: décret n° 346/PR/MERH du 22 avril 1977.

Une Direction Générale des Hydrocarbures (D.G.H) autonome, chargée de la mise en œuvre de la politique pétrolière définie par l'État, de la gestion et la mise en valeur optimale des ressources nationales en hydrocarbures a été créé par décret n° 346/PR/MERH du 22 avril 1977. Elle constitue l'outil d'intervention et de contrôle de l'État sur les activités pétrolières. Elle a concrètement vu le jour en janvier 1978 avec la nomination de son directeur général.

From the brochure on the gov. website : minesgabon.org, DGH's role is to:

- d'instruire les dossiers relatifs à l'attribution, au renouvellement, à la suspension au retrait ou à la rétrocession des permis et des autorisations exclusives d'exploitation ;
- de prendre toutes mesures nécessaires à la surveillance des travaux de prospection, de recherche,

d'exploitation, de transport du pétrole et du gaz, de raffinage du brut et de distribution des produits pétroliers, ainsi que celles d'ordre administratif, technique, scientifique tendant à assurer, dans l'intérêt de l'Etat, le développement de la recherche pétrolière et gazière, la mise en valeur des gisements, la promotion et le développement des industries des hydrocarbures ;

- élaborer tous projets de textes ayant trait aux questions de sa compétence et de procéder à toutes enquêtes ou études concernant ;
- de proposer les programmes d'exploration, de forage ou de production, les plans et programmes à court, moyen et long terme pour les aspects technique et financier ;
- de veiller à l'application de la réglementation en vigueur en matière de protection de l'environnement ;
- de contrôler le fonctionnement et de suivre l'activité des entreprises ou établissements exerçant dans le domaine de l'exploration, de l'exploitation, du transport, du raffinage, du stockage, de l'entreposage, de la distribution ou de la commercialisation des hydrocarbures ou des produits dérivés ;
- de participer à la négociation de tous contrat, convention ou accords en la matière et de suivre leur exécution ;
- d'étudier, de proposer et de mettre en œuvre toutes mesures permettant la conservation ou la valorisation des gisements ;
- de s'assurer que tous les opérateurs du secteur des hypour l'élaboration des programmes d'activités et de budgets ;
- de proposer les prix des hydrocarbures et des produits pétroliers ;
- d'établir les états liquidatifs de la redevance minière proportionnelle ;
- d'appliquer la politique de stocks de sécurité du pétrole brut et de produit raffinés ;
- de susciter la création de sociétés et la prise des participations dans les sociétés nouvelles ou existantes ;
- d'appliquer la politique de commercialisation des hydrocarbures ou des produits dérivés ;
- d'élaborer les projets de contrats, conventions ou accords en matière d'hydrocarbures ou des produits dérivés ;
- de veiller à l'exécution de ces contrats, convention ou accords ;
- de tenir à jour la situation du marché pétrolier national ou international ;
- de gérer le patrimoine de l'Etat en matière d'hydrocarbures ;
- de délivrer aux sociétés les autorisations de franchise d'importation ou d'exportation de matériels de produits conformément à la réglementation en vigueur.

[Download PDF](#)

Gabon - RWI Index Questionnaire

Disclosure

[Back](#)

Indicator	Score
1.2.006 Information on licensing process	50 
1.2 Contract transparency	0 
1.2.008 Environmental and social impact assessments	33 
1.2 Access to information and legislation	34 

1.2.006 Information on licensing process

1.2.006.a: What information does the government publish on the licensing process before negotiations?

Score: A B C D E

Comments:

The laws 15/74 of 1975 and 14/82 of 1983 provide a large margin of negotiations for the fiscal terms and no clear rule is set. The government publishes a call for a licensing round; the last one has been delayed already 3 times as the government is waiting to approve the New hydrocarbon code.

The list of free blocks is available on the website along with the list of relevant legislation including contract terms. Fiscal terms are negotiable though. The researcher was not able to find any information concerning the procedure of awarding a licence (thus score B).

More details about the licensing rounds:

In 1999, for the 9th licensing round, the company selected by the Ministry to promote the open acreage was Petrolin. Petrolin selected Schlumberger's IndigoPool.com to market the licensing round of 27 blocks.

For the 10th licensing round, the company CGGVeritas has been appointed to advise the Direction Generale des Hydrocarbures on the promotion of the deep water open acreage. According to the OBG report, to initiate negotiations, companies who are interested have to contact the Ministry of Mines, Petroleum and Energy to buy the information about the blocks.

References:

The licensing process is decided by the government

Page 53-54

Energy Analysis, A Bid for the Future: The focus is now shifting to exploration of deep and ultra deep fields

Publication: Oxford Business Group

Title: The Report : Gabon 2011

Author: OBG

Data published: July 2011

Website: <http://www.oxfordbusinessgroup.com/product/report-gabon-2011>

1.2.006.b: What information does the government publish on the licensing process after negotiations?

Score: A B C D E

Comments:

No detailed information is available about the licensing, in particular about the fiscal conditions.

Some information about the agreements are published on government websites, see examples in the Source section.

A Map of all blocks with the oil company is available as well as the list of all companies. The Gabon Oil Company website also provide a list including where the State has a stake, but it doesn't publish the %.

In the News Section of "Le Gabon industriel" one of the 3 pillars of Pst. Bongo policy for development, some information about the recent agreement is available, but still scant.

References:

<http://www.gabon-industriel.com/l-actualite/toute-l-actualite/petrole-deux-contrats-d-exploitation-et-de-partage-de-production-pour?page=0,1>

<http://www.gabon-industriel.com/le-pilier-gabon-industriel/les-enjeux-par-secteur/le-petrole>

http://www.minesgabon.org/page.php?div=div198&code_menu=197&code_page=203

1.2 Contract transparency

1.2.007: Are all contracts, agreements or negotiated terms for exploration and production, regardless of the way they are granted, disclosed to the public?

Score: A B C D E

Comments:

The researcher could not find more recent information. Nevertheless, the law does not provide disclosure clauses and was not able to find any contract published.

Peter Eigen of EITI told the interviewer that Gabon also should work for full disclosure, especially for contracts. The interview was made in 2010.

References:

Peter Eigen in the The Report: Gabon 2010 from OBG, page 65

Publication: Oxford Business Group The Report Series

Author: OBG

Title: The report: Gabon 2010

Data published: 2010

website: <http://www.oxfordbusinessgroup.com/country/Gabon>

Full disclosure: OBG talks to Peter Eigen, Chairman of EITI
[...]

What other measure could improve transparency in Gabon's extractive industries?
Implementing EITI is only a first step in improving transparency and management of natural resources. In Gabon and elsewhere, transparency of contracts between the government and the private sector is often called for. Together with elected assemblies, firms can advocate for increased transparency in how the government money is spent.

Publication: IMF Country Report No. 06/388

Title: Gabon, Report on Observance of Standards and Codes—Fiscal Transparency Modules

Author: Fiscal Affairs Department, Approved by Abdoulaye Bio Tchané and Teresa Ter-Minassian

Date: October 2006

Website: <http://www.imf.org/external/country/GAB/index.htm?pn=2>

18. The transparency of oil revenue management can be improved. The authorities are committed to improving the transparency of oil revenues. However, there are a number of inadequacies in this area. First, despite the importance of oil in Gabon—more than 80 percent of export revenue, 50 percent of GDP, and 60 percent of total government revenue³¹—public access to information about the size of oil reserves and the use of resources generated by this wealth remains limited. Second, contracts between the government and the oil companies are not published. Third, relations between the oil companies and various government institutions lack coordination and clarity. Responsibility for the management of oil taxation is divided among the directorate general of hydrocarbons (DGH), the DGI, the ministry of mines, energy, and petroleum, the general treasury, and the directorate general of customs. To create the prior conditions necessary for greater transparency in the management of oil revenue flows, coordination among these units needs to be improved and institutionalized to ensure better monitoring, more effective supervision, and greater control over oil revenue. Such coordination would be particularly useful in implementing the Extractive Industries Transparency Initiative (EITI).

1.2.008 Environmental and social impact assessments

1.2.008.a: Does legislation require that mining, gas and oil development projects prepare an environmental impact assessment prior to the award of any mineral rights or project implementation?

Score: (A) B C

Comments:

The EIE are clearly described in this decree and are submitted by the oil companies.

For instance, issues about EIAs are mentioned in the RWI report: Chinese Companies in the Extractive Industries of Gabon & the DRC: Perceptions of Transparency, (http://www.revenuewatch.org/training/resource_center/chinese-companies-extractive-industries-gabon-drc)

References:

Décret n°0539/PR/MEFEPEPN réglementant les Etudes d'Impact sur l'Environnement 2005 (<http://www.glin.gov/view.action?glinID=205609>):

Chapitre I : DES PROJETS SOUMIS A UNE ETUDE D'IMPACT

Article 3 : Sont obligatoirement soumis à une EIE, les projets relatifs :

[...]

-aux activités relevant du secteur de l'énergie, notamment la recherche pétrolière et gazière, les centrales thermiques et autres installations à combustibles fournissant une puissance calorifique de 50 mégawatts au moins, les centrales hydroélectriques de grande puissance, le stockage de gaz naturel ou

de combustible fossile, le stockage ou la destruction de déchets radioactifs

1.2.008.b: Are environmental impact assessments for oil, gas and mining projects published by the authority in charge of regulating the sector and is there a consultation process?

Score: A B C **D** E

Comments:

According to the Decree 539 of 2005 Companies are obliged to present the project to the local community in an understandable way.

See Article 2.

[...]

de présenter le projet aux populations en utilisant des moyens de communication simples, concrets et accessibles;

- d'organiser, aux fins ci-dessus spécifiées, des consultations publiques dont la notification doit être faite par voie d'affichage ou par tout autre moyen audiovisuel;
- d'établir les procès-verbaux des séances de consultation signés, selon le cas, par l'autorité locale ou par le Ministre chargé de l'Environnement ou leurs représentants

Other than that, no other rule asks for disclosure of EIA report and no EIA has been published.

The mining code obliges mining companies to present Social and Environmental impact reports but this code does not apply to the oil sector.

References:

The researcher could not find this kind of report in any official document. Besides the law does not oblige disclosure of EIA reports.

A World Bank program for transparency in the natural resource sector, ended in 2011, provided the creation of a revue, for Oil and Mining Projects, to assess the impact of these industries. Nevertheless, there is no mention of publishing it.

Publication: World Bank ICR, Report No: ICR00001627

Author:

Title: IMPLEMENTATION COMPLETION AND RESULTS REPORT (IBRD-73550) ON A LOAN IN THE AMOUNT OF EURO 12.2 MILLION (US\$15 MILLION EQUIVALENT) TO THE GABONESE REPUBLIC FOR A NATURAL RESOURCES MANAGEMENT DEVELOPMENT POLICY OPERATION Environmental and Natural Resources Management Unit (AFTEN)

Date published: December 27, 2011

Web: [http://www-](http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2012/01/23/000333037_20120123003815/Rendered/PDF/ICR16270P070190C0disclosed010190120.pdf)

[wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2012/01/23/000333037_20120123003815/Rendered/PDF/ICR16270P070190C0disclosed010190120.pdf](http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2012/01/23/000333037_20120123003815/Rendered/PDF/ICR16270P070190C0disclosed010190120.pdf)

Page 51-52

Responsable: Direction Générale de Mines

"Réalisation d'une revue socio-économique et environnementale du secteur minier. Le rapport provisoire de la revue a été transmis en janvier dernier (2010). Un atelier a été organisé au cours du mois de Mars. Des commentaires ont été reçus des différentes parties prenantes (Min. ONGs, Banque mondiale).

Résultat: Transmission du rapport final (ainsi que le tableau de prise en compte des commentaires) en Juin 2010

Un atelier de remise officielle du rapport va avoir lieu en Juin prochain (2010). Des directives sur la mise en œuvre des recommandations doivent être adoptées.

Résultat: Transmission des pistes retenues au cours de l'atelier de Juin pour la mise en œuvre des recommandations de la revue Juillet 2010

1.2.008.c: Does legislation require that mining, gas and oil development projects prepare a social

impact assessment?**Score:** A B C**References:**

The legislation for oil companies does not provide any request of social impact assessment.

The Mining Code asks for Social Impact Assessment report but, as already mentioned, it does not apply to the Oil sector. TEST

Peer Review Comments:

However, EIAs usually include social impact assessments even if they are not required separately.

1.2.008.d: Are social impact assessments for oil, gas and mining projects published and is there a consultation process?**Score:** A B C D E**Comments:**

See previous question

References:

No report are required, See previous question

1.2 Access to information and legislation

1.2.009: Does the government publish detailed mineral/hydrocarbon resource legislation?**Score:** A B C D E**Comments:**

The legislation does not provide details for clear measurement of oil revenue. As mentioned by the law 14/82, the final agreement is a negotiation with the government, and these agreements are not published. As a consequence it is not possible to quantify the real value of oil management

References:

The Mining Code was established by Law No 15/62 - 1962

Decree No 981/PR (1970) and modified under Ordinance 45/73 (1973). The new taxation system is governed by Law No 14/74 of 1975.

Oil exploration and production licences are acquired by means of Exploration and Production Sharing Contracts (EPSC). Law No 14/82 passed in January 1983 established the EPSC which replaces the Concession Agreement.

1.2.010: This country has adopted a rule or legislation that provides for disclosure of information in the oil, gas and mineral sectors.**Score:** A B C D E**References:**

The researcher could not find any specific law or regulation requiring disclosure of information in the oil

sector, nor a Right to information Act. Besides this right is not even mentioned in the constitution.

[Download PDF](#)

Gabon - RWI Index Questionnaire

Legal Framework and Practices

[Back](#)

Indicator	Score
1.3 Legal Framework and Practices	47 

1.3 Legal Framework and Practices

1.3.011: The authority in charge of awarding licenses or contracts for mineral or hydrocarbon production is independent of the state owned company (SOC) or other operating companies.

Score: A B C

References:

http://www.minesgabon.org/page.php?div=div198&code_menu=197&code_page=207

The licence is signed by the Ministry of Mines Oil and Energy, countersigned by the Ministry of Finance and ratified by Decree.

See art 3 Loi n°14/82 du 24 janvier 1983:

Art.3.-

" A compter de la date de publication de la présente Loi, les nouvelles Conventions qui seront signées avec les Sociétés Pétrolières appelées à réaliser sur le Territoire Gabonais des travaux de recherches et d'exploitation d'hydrocarbures seront du type « Contrat d'Exploitation et de Partage de Production » ou du type « Contrat de Service » tels que prévus par le Ministère des Mines et Pétrole. Ces Conventions stipulent que les ressources minières du sous-sol appartiennent à l'Etat et que les Sociétés Pétrolières interviennent au Gabon pour le compte du Gouvernement. Elles définiront les limites des permis de recherches et leur durée de validité, les modalités des travaux d'exploitation et d'exploitation et les règles de partage de la production pétrolière. Les dites Conventions arrêteront également les dispositions économiques, financières, fiscales et douanières applicables ; elles préciseront enfin tous les droits et obligations des Sociétés signataires de la Convention. Ces Conventions seront signées par le Ministre du Pétrole et contresignées par les Ministres des Domaines et des Finances et approuvées par Décret"

The regulative agency is the Direction générale des Hydrocarbures created by Decree n° 346/PR/MERH of 22 april 1977.

Also, the DGH is independent from the State Owned Company.

The SOC, called Gabon Oil Company (Société Nationale des Hydrocarbures du Gabon) was created in 2011 by the Decree N°1017/PR/MMPH of August 24th, 2011.

The main role of the SOC is to control the government take in the national oil production but has no power in awarding licenses. Besides, the SOC is attached to the Presidency of the Republic and under technical supervision of the Ministry of Mines, Oil and Energy

Decree N°1017/PR/MMPH of August 24th, 2011

[Translated in English from original]

Article 2: It is created and attached to the Presidency of the Republic a state company called National Petroleum Company of Gabon, abbreviated SNHG

Article 5: The S.N.H.G. is under the technical supervision of the Ministry of Hydrocarbons and the financial supervision of the Ministry of Economy.

1.3.012: Is the licensing process intended to be open and competitive to all qualified companies?

Score: **A** B C D E

Comments:

The researcher could not find any relevant document concerning the licensing process. However, considering the different number of companies from more than 12 countries, it is possible to assess that even if far from being transparent, the awarding system is open to all the companies interested into the oil extraction.

On a legislation level no rules limits foreign companies to invest and no specific requirements are asked.

References:

Publication: Oil Investment News: Special Supplement produced by OIN

Title: The republic of Gabon Revitalizing the Petroleum Industry

Date published: April 2011

Web: <http://gabonreport.janddmedia.com/>

Page 1

"The country's energy sector expects to see major changes regarding deepwater and ultra- deepwater offshore exploration later this year. In October 2010 government announced that the 10th Licensing Round for 42 offshore blocks covering approximately 118,000 square kilometers was postponed and that awarding of blocks will now be done by means of direct consultation, open to all companies that express interest."

The researcher was not able to find any relevant document containing statements about the licensing process or articles of companies who have been denied the obtaining of a block for exploration. Besides the Charte des Investissements provides for no restrictions for foreigners

Web: <http://www.droit-afrique.com/images/textes/Gabon/Gabon%20-%20Charte%20des%20investissements.pdf>

Charte Investissement

Loi n°15/98 du 23 juillet 1998 instituant la Charte des Investissements en République gabonaise.

L'assemblée nationale et le Sénat ont délibéré et adopté. Le Président de la République, Chef de l'Etat, promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE 1 – DES PRINCIPES GENERAUX ET DROITS FONDAMENTAUX

Article 1 – La République gabonaise garantie à toute personne physique ou morale régulière établie ou désireuse de s'établir au Gabon en respectant les règles spécifiques liées à certains secteurs d'activité :

- La liberté d'entreprendre toute activité de production, de prestation de services ou de commerce quelle que soit sa nationalité ;
- L'égalité de traitement dans l'exercice d'une activité suivant les principes et prestations de la loi sur la concurrence et les missions confiées aux agences de régulation sectorielles autonomes ;
- Les droits de propriété attachés aux terrains, immeubles, matériels d'exploitation et ceux attaché aux biens mobiliers, valeur mobilières, brevets et autres éléments relevant de la propriété industrielle et intellectuelle ;
- La diligence des procédures d'attribution ou d'acquisition des terrains et de délivrance des titres fonciers ;
- La faculté à un investisseur étranger de rapatrier les capitaux investis et les bénéfices réalisés par son exploitation, ainsi que le rapatriement des économies sur salaires réalisées par son personnel expatrié ;
- L'accès aux devises étrangères et la liberté de transfert des capitaux dans le cadre des règles de la zone franc, et plus particulièrement celle de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) ;
- L'application équitable et transparente du droit des affaires adopté conformément au traité de l'Organisation pour l'Harmonisation du droit des affaires en Afrique (OHADA) ;
- L'application équitable et transparente du droit du travail et du droit de la sécurité sociale élaboré conformément au traité de la conférence interafricaine de prévoyance sociale (CIPRES) ;

- L'indépendance et la compétence professionnelle des tribunaux et juridictions spécialisées

1.3.013: Does the licensing process or legislation impose limits to discretionary powers of the authority in charge of awarding licenses or contracts?

Score: A B C D E

Comments:

Article 3 of Law 14/82 states that the CEPP fiscal regime is negotiated.

Law n°14/74 of 21 jan. 1975 , states the range of negotiations which can change considerably and again is open to negotiation between the parties (art 3 and 20).

Given the low level of accountability of oil revenues the President of Gabon launched an independent audit in March 2011. The Alex Steward International was given the mandate to see whether the oil companies are respecting their contract agreements. Even if not a source for answering the question I believe it has a say in the high level of negotiations.

References:

Loi n°14/82 du 24 janvier 1983

Art. 3

Art.3.- A compter de la date de publication de la présente Loi, les nouvelles Conventions qui seront signées avec les Sociétés Pétrolières appelées à réaliser sur le Territoire Gabonais des travaux de recherches et d'exploitation d'hydrocarbures seront du type « Contrat d'Exploitation et de Partage de Production » ou du type « Contrat de Service » tels que prévus par le Ministère des Mines et Pétrole. Ces Conventions stipulent que les ressources minières du sous-sol appartiennent à l'Etat et que les Sociétés Pétrolières interviennent au Gabon pour le compte du Gouvernement. Elles définiront les limites des permis de recherches et leur durée de validité, les modalités des travaux d'exploitation et d'exploitation et les règles de partage de la production pétrolière. Les dites Conventions arrêteront également les dispositions économiques, financières, fiscales et douanières applicables ; elles préciseront enfin tous les droits et obligations des Sociétés signataires de la Convention. Ces Conventions seront signées par le Ministre du Pétrole et contresignées par les Ministres des Domaines et des Finances et approuvées par Décret.

Loi n°14/74 du 21 janvier 1975

Art.20.- Convention d'établissement.

Toute société se livrant sur le territoire de la République Gabonaise à des activités de recherche et d'exploitation des hydrocarbures bénéficie d'une convention d'établissement. Cette convention est négociée et paraphée par le Gouvernement et ratifiée par le Président de la République. Elle couvre l'ensemble des activités des bénéficiaires qui se rapportent exclusivement à la recherche et l'exploitation pétrolière

Publication: Oxford Business Group

Title: The Report : Gabon 2010

Author: OBG

Date published: 2010

Website:<http://www.oxfordbusinessgroup.com/product/report-gabon-2011>

Page 48

"FISCAL TERMS:

The tax take in Gabon depends on the asset and can vary according to the terms of the contract: The tax is largely a function of how the government and the company perceive a oil field. As a mature oil province, Gabon has gradually relaxes its fiscal margins to attract foreign investments.

The most common type of agreement between companies and the state is an exploration and production sharing contract, with royalties ranging from 4 to 20 % of the oil sold"

From: <http://www.gabon-industriel.com/les-actions/energie/petrole>
(Government website)

Lancement d'un audit du secteur pétrolier - Mars 2011

Afin de mieux cerner les flux financiers issus de l'industrie pétrolière et de renforcer sa gouvernance, le Conseil des Ministres délocalisé à Makokou du 30 mars 2011 a décidé de procéder à l'audit dudit secteur au Gabon. Cet audit, conduit par le Cabinet ALEX STEWART INTERNATIONAL devra notamment :

auditer l'efficacité des pratiques opérationnelles en matière technique, économique, juridique et fiscale de la Direction Générale des Hydrocarbures et de la Direction Générale des Impôts ;
auditer les opérations d'exploration, de production, d'exportation et de commercialisation des opérateurs du secteur ; ceci afin de déterminer le niveau de conformité de chaque société pétrolière à ses obligations contractuelles de concession ou de partage de production ;
effectuer une étude comparative des contrats de concession et de partage des profits signés par chaque société pétrolière avec le Gouvernement, sous des normes internationales établies et autres contrats similaires dans les pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe ainsi que sur les continents américains, en vue de déterminer si les termes de ces contrats sont avantageux ou non pour la République Gabonaise.

1.3.014: Does the legislative branch have any oversight role regarding contracts and licenses in the oil, gas and mining sector?

Score: A B C **D** E

Comments:

The law does not provide any Parliamentary role and there is no evidence of parliamentary control. The above mentioned WB document is the most up to date (2006) It underlines lack of Parliament controls.

References:

Publication: Report No. 35247-GA

Author: World Bank, Poverty Reduction and Economic Management Unit

Title: Republic of Gabon Public Expenditure Management and Financial Accountability Review (PEMFAR)

Date Published: September 20, 2006

Web: <http://ddp-ext.worldbank.org/EdStats/GABpemfar06.pdf>

(xx) In contrast, Parliamentary controls are weak. Parliament is ultimately responsible for monitoring public finances through its review and approval of settlement laws. Parliamentary control of budget execution is hampered by the weak technical capacity of the legislative branch (to play effective role in ensuring that the budget is implemented as agreed) in dealing with budgetary issues, the complexity of the annual public accounts and by a lack of information and coordination with other bodies.

Lengthy delays in the passing of settlement laws tend to make parliamentarians lose interest.

Parliamentary committees of inquiry are infrequent, may be denied access to information, and their reports are not published. Thus, they can hardly provide effective controls.

1.3.015: Is there a due process to appeal licensing decisions?

Score: A B **C**

Comments:

The law does not make any reference about the possibility of appealing licensing decisions. Also, there isn't any news regarding companies denouncing that the country has refused to licence exploration blocks.

References:

The researcher could not find any document regarding the possibility of appealing licensing decisions.

As for third parties, the researcher could not find any document stating that local population can appeal

for the decision, the change is that the companies now have the obligation to invest in some sort of Corporate Social Responsibility, see:

<http://www.gabon-industriel.com/les-actions/energie/petrole>
Responsabilité sociale des Entreprises - Septembre 2011

Pour pallier aux conséquences néfastes de la non prise en compte de la responsabilité sociale des entreprises dans le cadre de l'exploitation des ressources naturelles, le Président de la République a instruit les Ministres des Mines et de l'Economie de procéder à la formalisation des obligations des entreprises en territoire gabonais dans le domaine des mines et des hydrocarbures en généralisant le mécanisme de la PID/PIH.

Pour les villes minières et pétrolières, ce dispositif va accroître le niveau des investissements collectifs et permettre aux entreprises de participer au côté de l'Etat à l'amélioration des conditions de vie des populations.

Dans ce contexte, la totalité des financements issus de la PID et la PIH sera affectée à des projets structurants ou à fort impact social. C'est dans ce cadre que sera financée la nouvelle centrale thermique à gaz de Port Gentil dont les travaux devront démarrer incessamment ainsi que le financement, par Total Gabon, des travaux de l'aéroport de Port-Gentil.

Objectifs :

- . Préserver les écosystèmes et protéger l'environnement
- . Accroître le niveau des investissements collectifs et améliorer les conditions de vie des populations

Date de décision :
12 septembre 2011

1.3.016: Is there a legal or regulatory requirement to disclose all beneficial ownership in oil, gas and mining companies or projects?

Score: A **B** C

Comments:

Gabon is a member of the GABAC, Groupe Action contre le blanchiment d'argent en Afrique Centrale, created in 2000. GABAC is trying to enter the GAFI and Gabon has recently started an evaluation following the GAFI procedures.

See : http://www.fatf-gafi.org/document/59/0,3746,fr_32250379_32236879_48707067_1_1_1_1,00&&en-USS_01DBC.html

http://www.fatf-gafi.org/document/59/0,3746,fr_32250379_32236879_48707067_1_1_1_1,00&&en-USS_01DBC.html

19th September 2011

En Afrique centrale, le Groupe d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique centrale, le GABAC, ne fait pas pour le moment partie de réseau mondial du GAFI. J'appelle de mes vœux qu'il rejoigne prochainement les huit autres groupes régionaux. Avant cela, de nombreuses actions doivent être mises en œuvre.

[...]

Le Groupe de contact prépare actuellement en collaboration avec le Secrétariat permanent du GABAC un plan d'action. L'une des actions les plus importantes a trait aux évaluations mutuelles de leurs membres, ce qui représente une des activités essentielles des groupes régionaux. Je me permets d'appeler votre attention sur un projet de Manuel de procédures, qui conditionne un pan essentiel de l'activité du GABAC, car il va être soumis prochainement à l'adoption des Ministres du GABAC. D'ailleurs l'évaluation mutuelle du Gabon a commencé le mois dernier conformément aux procédures de ce manuel.

References:

The researcher could find only news about action against money laundering at the national and regional levels but nothing about beneficial ownership in the oil sector.

[Download PDF](#)

Gabon - RWI Index Questionnaire

Context

[Back](#)

Indicator	Score
2.1 Context	100 

2.1 Context

2.1.017: Does the government receive in-kind payments instead of financial payments from resource companies?

Score: A B C

Comments:

There is the possibility of receiving in kind payement according to the law.

References:

Loi n°14/74 du 21 janvier 1975

Art.3.- Redevance minière proportionnelle.

a) Les entreprises visées à l'article 2 sont tenues d'acquitter une redevance minière proportionnelle, comprise entre 12 % et 16,67 % de la valeur départ champ des hydrocarbures liquides et comprise entre 5 % et 9 % de la valeur départ champ des hydrocarbures gazeux, extraits sur le territoire de la République Gabonaise.

Les conventions d'établissement, visées à l'article 20 de la présente loi, fixeront les taux de la redevance. Sont exclues pour le calcul de cette redevance les quantités d'hydrocarbures liquides ou gazeux qui sont soit consommées pour les besoins directs, soit perdues ou inutilisées, ainsi que les substances connexes.

La redevance est réglée, dans le cas des hydrocarbures liquides, en nature ou en espèces selon la décision du Ministre chargé des Mines. En l'absence d'une telle décision, le versement est effectué en espèces.

Lorsque la redevance est acquittée en nature, l'exploitant est tenu, si le Ministre chargé des Mines en fait la demande, d'assurer ou de faire assurer, aux frais de l'attributaire, le transport et le stockage des produits aux points normaux de livraison.

Publication: IMF Country Report No. 06/388

Title: Gabon, Report on Observance of Standards and codes-Fiscal Transparency Modules

Author: Fiscal Affairs Department, Approved by Abdoulaye Bio Tchané and Teresa Ter-Minassian

Date: October 2006

Website: <http://www.imf.org/external/country/GAB/index.htm?pn=2>

Page 14:

Under the production-sharing contract system, oil companies are liable for the proportional mining royalty, the surface area royalty, and VAT, but are exempt from corporate income tax, the government being compensated with a share of the production. Under this system, production is subdivided into two parts, cost oil used to recover exploration and development expenses, and profit oil, which is divided between the government and the

contractor according to the relevant provisions of the production-sharing contract. The government's share is marketed for its own account either through partner oil companies or by third-party intermediaries.

2.1.018: If the government or state owned companies sell physical commodities (oil, gas or minerals) from in-kind payments or own production, is there information about how these commodities are marketed?

Score: A (B) C D E

Comments:

The Gabon Oil Company has been created also to participate actively in the exploitation, marketing and distribution of hydrocarbon and associated products and it is today responsible of the government take. The researcher does not know if the GOC is already active in his role, but presumes it was not until the beginning of 2012.

The decree has been signed in August 2011 but has been published only on the Journal Officiel in late October 2011.

No official publication publishes detailed Oil revenue per company or block. Finally, almost all the production is exported, only 5 % is refined in the Gabonese refinery.

References:

Publication: IMF Country Report No. 06/388

Title: Gabon, Report on Observance of Standards and codes-Fiscal Transparency Modules

Author: Fiscal Affairs Department, Approved by Abdoulaye Bio Tchane and Teresa Ter-Minassian

Date: October 2006

Website: <http://www.imf.org/external/country/GAB/index.htm?pn=2>

Page 14:

Under the production-sharing contract system, oil companies are liable for the proportional mining royalty, the surface area royalty, and VAT, but are exempt from corporate income tax, the government being compensated with a share of the production. Under this system, production is subdivided into two parts, cost oil used to recover exploration and development expenses, and profit oil, which is divided between the government and the contractor according to the relevant provisions of the production-sharing contract. The government's share is marketed for its own account either through partner oil companies or by third-party intermediaries.

Décret n°1017/PR/MMPH du 24 août 2011 portant création, attributions et organisation de la Société Nationale des Hydrocarbures du Gabon

Publication Journal Officiel 16-23 October 2011

[...]

Article 3 : La S.N.H.G. a notamment pour missions de :

- détenir, gérer et prendre les participations, de quelle que nature que ce soit, pour le compte de l'Etat, directement ou indirectement, dans toutes activités relatives à la recherche, l'exploration, l'exploitation, la distribution, le transport, le stockage, la commercialisation, le raffinage et toutes activités se rapportant directement aux opérations visées ci-dessus ;
- détenir les participations de l'Etat dans les gisements d'hydrocarbures et dans le capital des sociétés titulaires des conventions d'établissement, et des contrats de partage de production ;
- assurer la commercialisation, l'importation, l'exportation et la distribution de tout ou partie des produits extraits des gisements d'hydrocarbures et des installations industrielles de traitement et de transformation des hydrocarbures ;
- entreprendre pour le compte de l'Etat, seule ou en association, toute opération d'investissement, de gestion se rapportant directement aux opérations visées à l'alinéa 1er ci-dessus ;
- rechercher et exploiter, seule ou en association, partenariat, joint venture, des gisements d'hydrocarbures et de toutes substances connexes ou associées ;

- d'une manière générale, réaliser soit directement, soit par toute autre entité ou par la création de filiales de droit gabonais ou de droit étranger, toutes opérations financières se rapportant directement ou indirectement à l'industrie des hydrocarbures.

Website:

25/03/2012 INTERNATIONAL-ECONOMIE DES DISCUSSIONS EN COURS POUR LA CONSTRUCTION D'UNE RAFFINERIE DE PÉTROLE AU GABON

[...] <http://www.gabon-industriel.com/l-actualite/toute-l-actualite/des-discussions-en-cours-pour-la-construction-d-une-raffinerie-de>

Le projet de nouvelle raffinerie à Port-Gentil

L'objet de l'accord de principe entre l'Etat gabonais et SK énergie porte sur la création d'une raffinerie d'ici deux ans dans la Zone Franche de l'Ile Mandji.

Cette raffinerie remplacera alors la Société gabonaise de raffinage (SOGARA), devenue trop vétuste et dont la capacité de traitement ne correspond plus à la politique de valorisation des matières premières souhaitée par le Président Gabonais.

Actuellement, le Gabon exporte toujours 95% de son pétrole brut ; le reste de sa production étant transformé localement par la SOGARA.

2.1.019: What authority actually collects payments from resource companies?

Score: A B C D E

Comments:

The Direction Grandes Entreprises (DGE-Big Enterprises Unit) is a unit within the Direction Générale des Impôts (DGI). The DGI has the role of collecting taxes and for the oil companies is made through the DGE, more specifically the DGE Office: Recettes des Impôts (RdI).

Two main Acts provide legal background for the DGE and RdI.

A) Decree 000720/PR/MEFBP (completing the decree 001139/PR/MEFBP which creates the DGI) of 2004

B) Arrêt 1208 MLEFBP/DGCP (creation of the Recettes des Impôts of the DGE) of 2007

A)

Art 75 bis 1 states that the DGE is responsible of managing the taxes which are accorded to the DGE: "SECTION IV : DE LA DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES

Article 75 bis 1 : La Direction des Grandes Entreprises est notamment chargée :

- de la gestion de l'assiette, la liquidation, le recouvrement et le contentieux de tous impôts, taxes et redevances relevant de la compétence de la Direction générale des impôts dus par les entreprises visées à l'article 4, quelle qu'en soit la forme juridique et le lieu de leur siège social ;

[...]

Art 75 bis 2 states the criteria for eligible companies:

"Article 75 bis 2 : les critères d'admission des entreprises à la Direction des Grandes Entreprises sont fixés par arrêté du Ministre chargé des Finances et du Budget.

Le directeur général des Impôts communique à la Direction des Grandes Entreprises la liste des entreprises admises. Une notification individuelle en est faite aux entreprises concernées.

La Direction des Grandes Entreprises assure notamment la gestion fiscale des dossiers :

- des entreprises répondant aux critères d'admission tels que définis par l'arrêté du Ministre visé à l'alinéa 1er ci-dessus ;

- des entreprises dont la majorité du capital est directement ou indirectement détenue par une entreprise relevant de la compétence de la Direction des Grandes Entreprises

Art 75 bis 9 of the Decree states that the RdI is responsible of collecting the Taxes of the companies

" Article 75 bis 9 : La Recette des Impôts est notamment chargée :

- de l'encaissement et du recouvrement de l'ensemble des impôts, taxes et redevances dus par les entreprises visées à l'article 75 bis 2 ci-dessus ;
- de la réception et de la transmission des déclarations aux gestionnaires ;
- de l'édition des quittances ;
- de la détection et de la relance des défaillants ;
- du remboursement des crédits de T.V.A pour les contribuables relevant de sa compétence ;
- de la prise en charge, du traitement des avis de mise en recouvrement et du suivi des paiements ;
- de la mise en oeuvre de l'action en recouvrement et des poursuites pour apurement des restes à recouvrer ;
- de la tenue de la comptabilité et de sa mise à disposition pour centralisation et intégration dans les écritures comptable de la Direction Générale des Impôts ;
- des propositions de demandes d'admission en non-valeur des cotes irrécouvrables ;
- de la tenue des indicateurs de gestion en matière de recouvrement ;

Article 75 bis 10 : La Recette des Impôts est placée sous l'autorité d'un Receveur des Impôts, nommé par décret pris en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre chargé des Finances et du Budget et choisi parmi les Inspecteur Centraux du Trésor"

B) Art 2 of Arrêt 1208 states that the creation of the Recettes des Impôts

Article 2: La Recette des Impôts de la Direction des Grandes Entreprises est un poste comptable secondaire des impôts chargé notamment:

- de l'encaissement et du recouvrement de l'ensemble des impôts, redevances, droits et taxes dus par l'entreprises visées à l'article 75 bis 2 du décret n°001139/PR/MEFB du 18 décembre 2002 susvisé;
- [...]

Final Note, the DGE is certified ISO 9001 (<http://www.dgi.ga/spip.php?article488>)

References:

Website: <http://www.dgi.ga/spip.php?article127>

La Direction des Grandes Entreprises (D.G.E.) est un nouveau service opérationnel de la Direction Générale des Impôts.

Guichet unique, exclusivement ouvert aux opérateurs majeurs de l'économie, la D.G.E. pratique une approche client afin de renforcer la qualité de ses prestations et promouvoir le civisme fiscal. Professionnalisation accrue, disponibilité, réactivité, optimalité, dématérialisation et transparence, tels sont les principes qu'elle entend placer au cœur de l'exécution de ses missions de service public. Conformément au primat ministériel, l'action de la D.G.E. privilégie le développement économique : entretenir la confiance, accompagner l'investissement, favoriser la productivité, soutenir la compétitivité et la croissance des majors de l'économie à travers une offre de service adaptée et de qualité :

Un site unique pour l'accomplissement des formalités déclaratives et le paiement de l'impôt.

Un Interlocuteur Fiscal Unique (I.F.U.) exclusivement voué à la gestion du Dossier Fiscal Unique.

IFU 1 Mines et pétrole
 IFU 2 Forêt
 IFU 3 Institutions financières, Industries
 IFU 4 Commerce
 IFU 5 BTP/Transport/Télécoms
 IFU 6 Autres service
 IFU 7 Club TVA
 IFU 8 Sous traitant pétrolier

 Direction Générale des Impôts Website:

<http://www.dgi.ga/spip.php?article131>

Recette des Impôts de la DGE

La nature du poste

La Recette des Impôts des Grandes Entreprises est un poste comptable secondaire de première catégorie (1). Un Inspecteur Central du Trésor, soumis aux obligations des comptables publics (2), garantit la régularité de l'action du poste et en assure la responsabilité en qualité de Receveur des Impôts.

Les missions

Le pôle comptable de la D.G.E est notamment chargé de :

Collecter l'ensemble des impôts, droits, taxes et redevances dus par les opérateurs éligibles à la D.G.E ;

Rembourser les crédits de taxes au profit des contribuables éligibles à la D.G.E.

Législation:

1 : Arrêté n° 1208 /MEFBP/DGCP du 19/10/06

2 : Décret n° 00110-PR-MINECOFIN du 23 janvier 1975














3 : Décret n° 000720/PR/MEFBP complétant les dispositions du décret n° 001139/PR/MEFBP portant création, attributions, et organisation de la Direction Générale des Impôts.

[Download PDF](#)

Gabon - RWI Index Questionnaire

Disclosure

[Back](#)

Indicator		Score
2.2A.020	Does the Ministry of Finance publish periodical information on revenue generation?	48 
2.2A.020.j	Does the Ministry of Finance publish information on disaggregated revenue streams?	88 
2.2A	Quality of reports	50 
2.2B.020	Does the Ministry of the extractive sector publish information on revenue generation?	37 
2.2B.020.j	Does the Ministry of the extractive sector publish information on disaggregated revenue streams?	13 
2.2B	Quality of reports	50 
2.2C.020	Does a Regulatory Agency publish information on revenue generation?	N/A
2.2C.020.j	Does a Regulatory Agency publish information on disaggregated revenue streams?	N/A
2.2C	Quality of reports	N/A
2.2D.020	Does the Central Bank publish information on revenue generation?	41 
2.2D.020.j	Does the Central Bank publish information on disaggregated revenue streams?	8 
2.2D	Quality of reports	67 
2.2E.020	Does any other government agency or entity publish information on revenue generation?	11 
2.2E.020.j	Does any other government agency or entity publish information on disaggregated revenue streams?	29 
2.2E	Quality of reports	67 
2.2	Public sector balance	50 

2.2A.020 Does the Ministry of Finance publish periodical information on revenue generation?

2.2A.020.a: Reserves

Score: A B C **(D)** E

Comments:

It is important to state that Gabon has a Ministry of Finance and a Ministry of Economy. For instance the Treasury is under the Ministry of Finance (Ministère du Budget, des Comptes publics, de la Fonction publique, chargé de la Réforme de l'État.) while the Direction générale des Impôts is under the Ministry of Economy (Min. de l'Economie, du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme).

In this section the researcher considered the documents coming from both Ministries

References:

No info in any document from Ministry of Finance

2.2A.020.b: Production volumes

Score: (A) B C D E

References:

Title: Rapport Economique et financier accompagnant la loi des finances 2011

Authors:

Ministre de l'Economie, du Commerce de l'Industrie et du Tourisme

Ministre du Budget, des Comptes Publics, de la Fonction Publique chargé de la Réforme d'Etat

Date Published: 2010

Website: http://www.finances.gouv.ga/budget/IMG/pdf/ref_2011.pdf

En 2011, la production nationale de pétrole pourrait atteindre 12,512 millions de tonnes contre 12,386 millions de tonnes en 2010, soit une hausse de 1%.

2.2A.020.c: Information on prices

Score: (A) B C D E

Comments:

Comparison between 2011 average Oil price predicted and 2010 average oil price.

References:

Title: Rapport Economique et financier accompagnant la loi des finances 2011

Author:

Ministre de l'Economie, du Commerce de l'Industrie et du Tourisme

Ministre du Budget, des Comptes Publics, de la Fonction Publique chargé de la Réforme d'Etat

Date Published: 2010

Website: http://www.finances.gouv.ga/budget/IMG/pdf/ref_2011.pdf

Page 9

Le Pétrole

En 2011, les marchés pétroliers seraient marqués par l'accroissement de la demande mondiale de pétrole qui atteindrait 87,84 millions de barils par jour, provenant principalement de l'Asie, du Moyen-Orient et de l'Amérique latine. Ainsi, le prix du pétrole brut se situerait à 79 dollars américains le baril contre 76,14 dollars américains en 2010, soit une augmentation de 3,8%.

2.2A.020.d: Value of resource exports

Score: (A) B C D E

Comments:

The first document shows the value of export from 2008 to 2010. It is to say that is not published on finances.gouv.ga Website but on the Statistical Website (which works under the Min of Economie)
Second document :

The Economic and Financial Reports from 2009, 2010 and 2011 do not provide the amount of oil exports but the level of production and the relative value. The 2008 report instead is the last one clearly mentioning oil exports.

The Ministry of Finances also publishes a series of economic tables (GDP, Balance of Payments, Etc,) which are from the above mentioned IMF report.

References:

Title: BULLETIN DES STATISTIQUES DU COMMERCE EXTERIEUR Années 2008, 2009 et 2010

Author: Ministère de l'Economie, du Commerce, de l'industrie et du tourisme

Date Published: February 2011

Web: <http://www.stat-gabon.org/documents/PDF/Donnees%20stat/IPI/Bulletin%20final.pdf>

Title: Rapport Economique pour l'année 2008

Author: MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES, DU BUDGET, CHARGE DE LA PROGRAMMATION DES INVESTISSEMENTS ET DE LA PRIVATISATION

Date Published: June 2009

Web: http://www.finances.gouv.ga/IMG/pdf/Rapport_economique_2008.pdf

Value of Exports of 2007 and 2008.

Partners Publication, the document is a part of the IMF document published in 2006 (Gabon, Report on Observance of Standards and codes-Fiscal Transparency Modules, MF Country Report No. 06/388)
http://www.finances.gouv.ga/budget/IMG/pdf/ENg_Tables_Regis.pdf

Oil Exports from 2000 to 2005 and estimations from 2007-2012

2.2A.020.e: Estimates of investment in exploration and development

Score: A B C **(D)** E

References:

No information on the Ministry of Finance Website

2.2A.020.f: Production costs

Score: A B C **(D)** E

References:

No information on the Ministry of Finance Website

2.2A.020.g: Names of companies operating in country

Score: A **(B)** C D E

Comments:

The General Directorate of Statistics of the Ministry of Economy published in late 2011 a Statistical Yearbook of Gabon for 2005-2009. The document is available on the General Directorate of Statistics website and provides name of companies

The Ministry of Finance publishes a list of State participation in extractive industries, providing the % of share and the value of this share. But the list does not provide any date and so it cannot be possible to refer to any particular year.

Besides the list is not complete.

References:

Direction Générale de la Statistique:

Title: Annuaire statistique 2009

Author: Direction Générale de la Statistique (Ministère de l'Economie, du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme)

Date Published: 30 October 2011

Web: <http://www.stat-gabon.org/documents/PDF/Donnees%20stat/Compteannuaire/Ann09.pdf>

Page 162-167

L'exploitation pétrolière a commencé en 1955 alors que les premières prospections datent de 1929. Elle se fait sur terre (dans des puits souterrains) et en mer (dans des puits sous-marins). Elle couvre toute la côte sud de l'île Mandji (de Port-Gentil à Mayumba).

Elle est assurée par sept compagnies (Total-Gabon, Shell-Gabon, Perenco, Marathon, Vaalco, Adaax et Maurel & Prom). La majeure partie du pétrole brut est exportée, le reste étant raffiné, à Port-Gentil, par la Société gabonaise de raffinage (SOGARA).

Ministry of Finance website:

http://www.finances.gouv.ga/IMG/pdf/ANNEX_INDUS_BOIS.pdf

Author, date published, Publication, Title: Unknown

The pdf offer a list of 7 companies in which the State has a share in the oil industry (upstream and downstream)

2.2A.020.h: Production data by company and/or block

Score: A B C D E

Comments:

The statistical yearbook provides production per company, per type of oil and per operating block.

References:

Title: Annuaire statistique 2009

Author: Direction Générale de la Statistique (Ministère de l'Economie, du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme)

Date Published: 30 October 2011

Web: <http://www.stat-gabon.org/documents/PDF/Donnees%20stat/Compteannuaire/Ann09.pdf>

Page 164

Tableau VI.2.1.3: Production du pétrole brut par producteur 2005-é009

2.2A.020.i: Cost of subsidies or social investments paid by mineral revenue

Score: A B C D E

Comments:

Under this section PID/PIH can be considered as quasi fiscal activities. See question 63 for more details

References:

Information not published

2.2A.020.j Does the Ministry of Finance publish information on disaggregated revenue streams?

2.2A.020.j1: Production streams value

Score: (A) B C D E

Comments:

The value of Oil production is referred in the Rapport Economique et Financier 2011(REF) and also in the Lois de Finances 2010.
In the REF the value of 2009 is compared with 2010 (data from 2010 are those of the Loi de Finances 2010 Rectificative)

References:

Title: Rapport Economique et financier accompagnant la loi des finances 2011

Authors:

Ministre de l'Economie, du Commerce de l'Industrie et du Tourisme

Ministre du Budget, des Comptes Publics, de la Fonction Publique chargé de la Réforme d'Etat

Date Published: 2010

Website: http://www.finances.gouv.ga/budget/IMG/pdf/ref_2011.pdf

Page 41

1. Les recettes pétrolières

Les recettes pétrolières, évaluées à 1.305,4 milliards de F.cfa, seraient en hausse de 272,6 milliards de F.cfa par rapport à la loi de finances rectificative de l'année 2010.

Cette hausse est consécutive au relèvement du prix moyen de brent qui entraînerait le brut gabonais à la hausse. Ainsi, ce dernier passerait de 70,97 dollars américains en 2010 à 75,7 dollars américains en moyenne annuelle en 2011, soit 6,7% de hausse.

2.2A.020.j2: Government s share in PSC

Score: (A) B C D E

References:

Title: Rapport Economique et financier accompagnant la loi des finances 2011

Author:

Ministre de l'Economie, du Commerce de l'Industrie et du Tourisme

Ministre du Budget, des Comptes Publics, de la Fonction Publique chargé de la Réforme d'Etat

Date Published: 2010

Website: http://www.finances.gouv.ga/budget/IMG/pdf/ref_2011.pdf

Tableau n°3 : Exécution des ressources à fin juin 2010

Contrats de partage (CEPP):

Exécution 2009: 238,2 (Milliards F CFA)

Loi Finance Rectificative 2010: 378,2 (Milliards F CFA)

Tableau n°9

Contrats d'exploration et de partage de production

LFR 2010: 404 897 (en millions de F cfa)

LF 2011: 593 376 (en millions de F cfa)

2.2A.020.j3: Royalties

Score: (A) B C D E

Comments:

Royalties are called Redevance Miniere Proportionnelle

References:

Title: Rapport Economique et financier accompagnant la loi des finances 2011

Author:

Ministre de l'Economie, du Commerce de l'Industrie et du Tourisme

Ministre du Budget, des Comptes Publics, de la Fonction Publique chargé de la Réforme d'Etat

Date Published: 2010

Website: http://www.finances.gouv.ga/budget/IMG/pdf/ref_2011.pdf

Tableau n° 3 Exécution des ressources à fin juin 2010

Redevance (RMP) Execution 2009: 225,2 Milliard F CFA

Lois Finances RECTificative 2010: 345,4 Milliards F CFA

Tableau n°9

Les recettes pétrolières (en millions de F.cfa)

P.42: La "Redevance Minière Proportionnelle" quant à elle est estimée à 391,3 milliards de F.cfa. Elle serait en hausse de 45,9 milliards de F.cfa par rapport à la loi de finances rectificative de l'année 2010

2.2A.020.j4: Special taxes (e.g. withholding taxes, excise taxes, excess earning taxes, charged on extractive companies)

Score: A B C D **E**

Comments:

The researcher did not find any special tax that can be included in this section.

References:

The Evaluation report does not state any special taxes and I was not able to find any special tax in the Fiscal regime.

Title: Rapport Economique et financier accompagnant la loi des finances 2011

Author:

Ministre de l'Economie, du Commerce de l'Industrie et du Tourisme

Ministre du Budget, des Comptes Publics, de la Fonction Publique chargé de la Réforme d'Etat

Date Published: 2010

Website: http://www.finances.gouv.ga/budget/IMG/pdf/ref_2011.pdf

Les recettes issues du secteur pétrolier se répartissent en Impôt sur les sociétés, Redevance minière proportionnelle, Contrats d'exploration et de partage de production et autres recettes pétrolières.

En augmentation de 32,3 milliards de F.cfa, les recettes générées par l'"Impôt sur les Sociétés" s'établiraient à 283,6 milliards de F.cfa dans le projet de loi de finances pour 2011 contre 251,3 milliards de F.cfa dans la loi de finances rectificative 2010.

La "Redevance Minière Proportionnelle" quant à elle est estimée à 391,3 milliards de F.cfa. Elle serait en hausse de 45,9 milliards de F.cfa par rapport à la loi de finances rectificative de l'année 2010.

Les recettes issues des "Contrats d'Exploration et de Partage de Production" dans les champs pétroliers s'élèveraient à 593,4 milliards de F.cfa contre 404,9 milliards de F.cfa dans la loi de finances rectificative de l'année 2010, soit un relèvement de 46,6%.

Les autres recettes pétrolières s'élèvent à 37,1 milliards de F.cfa contre 31,1 milliards de F.cfa dans la loi de finances rectificative 2010.

Ces "autres recettes pétrolières" se composent notamment :

- des produits des participations de l'Etat dans les sociétés pétrolières évalués à près de 34 milliards de F.cfa ;
- de la redevance superficielle arrêtée à 2,2 milliards de F.cfa ;
- des bonis sur attribution de permis pour 970 millions de F.cfa.

2.2A.020.j5: Dividends

Score: A B C D E

Comments:

Prevision for 2011 compared with 2010 data.

Besides, table 3 of the same document compares data of 2009 and 2010 but only on an aggregated level with Bonuses and Acreage Fees

References:

Title: Rapport Economique et financier accompagnant la loi des finances 2011

Author:

Ministre de l'Economie, du Commerce de l'Industrie et du Tourisme

Ministre du Budget, des Comptes Publics, de la Fonction Publique chargé de la Réforme d'Etat

Date Published: 2010

Website: http://www.finances.gouv.ga/budget/IMG/pdf/ref_2011.pdf

Tableau n°3 Exécution des ressources à fin juin 2010, page 19

Page 41:

Les autres recettes pétrolières s'élèvent à 37,1 milliards de F.cfa contre 31,1 milliards de F.cfa dans la loi de finances rectificative 2010.

Ces "autres recettes pétrolières" se composent notamment :

- des produits des participations de l'Etat dans les sociétés pétrolières évalués à près de 34 milliards de F.cfa ;
- de la redevance superficielle arrêtée à 2,2 milliards de F.cfa ;
- des bonis sur attribution de permis pour 970 millions de F.cfa.

2.2A.020.j6: Bonuses

Score: A B C D E

Comments:

Prevision for 2011 compared with 2010 data.

Besides, table 3 of the same document compares data of 2009 and 2010 but only on an aggregated level with Dividends and Acreage Fees

References:

Title: Rapport Economique et financier accompagnant la loi des finances 2011

Author:

Ministre de l'Economie, du Commerce de l'Industrie et du Tourisme

Ministre du Budget, des Comptes Publics, de la Fonction Publique chargé de la Réforme d'Etat

Date Published: 2010

Website: http://www.finances.gouv.ga/budget/IMG/pdf/ref_2011.pdf

Tableau n°3 Exécution des ressources à fin juin 2010, page 19

Page 41:

Les autres recettes pétrolières s'élèvent à 37,1 milliards de F.cfa contre 31,1 milliards de F.cfa dans la loi de finances rectificative 2010.

Ces "autres recettes pétrolières" se composent notamment :

- des produits des participations de l'Etat dans les sociétés pétrolières évalués à près de 34 milliards de F.cfa ;
- de la redevance superficielle arrêtée à 2,2 milliards de F.cfa ;

- des bonis sur attribution de permis pour 970 millions de F.cfa.
-

2.2A.020.j7: License fees

Score: A B C **D** E

Comments:

In the legislation are called Droit Fixes. See Art 4 of Loi n°14/74 du 21 janvier 1975

References:

Information not published

2.2A.020.j8: Acreage fees

Score: **A** B C D E

Comments:

Prevision for 2011 compared with 2010 data.

Besides, table 3 of the same document compares data of 2009 and 2010 but only on an aggregated level with Dividends and Bonuses

References:

Title: Rapport Economique et financier accompagnant la loi des finances 2011

Author:

Ministre de l'Economie, du Commerce de l'Industrie et du Tourisme

Ministre du Budget, des Comptes Publics, de la Fonction Publique chargé de la Réforme d'Etat

Date Published: 2010

Website: http://www.finances.gouv.ga/budget/IMG/pdf/ref_2011.pdf

Tableau n°3 Exécution des ressources à fin juin 2010, page 19

Page 41:

Les autres recettes pétrolières s'élèvent à 37,1 milliards de F.cfa contre 31,1 milliards de F.cfa dans la loi de finances rectificative 2010.

Ces "autres recettes pétrolières" se composent notamment :

- des produits des participations de l'Etat dans les sociétés pétrolières évalués à près de 34 milliards de F.cfa ;
 - de la redevance superficielle arrêtée à 2,2 milliards de F.cfa ;
 - des bonis sur attribution de permis pour 970 millions de F.cfa.
-

2.2A.020.j9: Other (Explain in 'comments' box.)

Score: **A** B C D E

Comments:

Compared data of 2010 and 2009. forecast for 2011 compared with 2010

References:

Impôts sur les Sociétés is the major tax for Oil companies with concession agreements (done before 1983). It is the corporate income tax

Title: Rapport Economique et financier accompagnant la loi des finances 2011

Author:

Ministre de l'Economie, du Commerce de l'Industrie et du Tourisme

Ministre du Budget, des Comptes Publics, de la Fonction Publique chargé de la Réforme d'Etat
 Date Published: 2010
 Website: http://www.finances.gouv.ga/budget/IMG/pdf/ref_2011.pdf

Tableau n°3 page 19
 Tableau n°9 page 41

En augmentation de 32,3 milliards de F.cfa, les recettes générées par l'"Impôt sur les Sociétés" s'établiraient à 283,6 milliards de F.cfa dans le projet de loi de finances pour 2011 contre 251,3 milliards de F.cfa dans la loi de finances rectificative 2010.

2.2A Quality of reports

2.2A.021: Are periodical reports containing information on revenue generation published by the Ministry of Finance understandable?

Score: A B C D E

Comments:

The two statistical reports are clear but publish only summary tables but not much else.

The Report from Ministry of Finance is clear and includes definitions of the different taxes. At the same time it does not provide clear info on methodology or statistics. Also, the Profit Oil Tax (CEPP) is not really clear.

References:

Title: Rapport Economique et financier accompagnant la loi des finances 2011

Author:

Ministre de l'Economie, du Commerce de l'Industrie et du Tourisme

Ministre du Budget, des Comptes Publics, de la Fonction Publique chargé de la Réforme d'Etat

Date Published: 2010

Website: http://www.finances.gouv.ga/budget/IMG/pdf/ref_2011.pdf

Title: BULLETIN DES STATISTIQUES DU COMMERCE EXTERIEUR Années 2008, 2009 et 2010

Author: Ministère de l'Economie, du Commerce, de l'industrie et du tourisme

Date Published: February 2011

Web: <http://www.stat-gabon.org/documents/PDF/Donnees%20stat/IPI/Bulletin%20final.pdf>

Title: Annuaire statistique 2009

Author: Direction Générale de la Statistique (Ministère de l'Economie, du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme)

Date Published: 30 October 2011

Web: <http://www.stat-gabon.org/documents/PDF/Donnees%20stat/Compteannuaire/Ann09.pdf>

2.2A.022: How often are the periodical reports containing information on revenue generation published by the Ministry of Finance?

Score: A B C D E

Comments:

Economic report are published with the Loi de Finances annually.
 2012 has not yet been published.

References:

Title: Rapport Economique et financier accompagnant la loi des finances 2011

Author:

Ministre de l'Economie, du Commerce de l'Industrie et du Tourisme

Ministre du Budget, des Comptes Publics, de la Fonction Publique chargé de la Réforme d'Etat

Date Published: 2010

Website: http://www.finances.gouv.ga/budget/IMG/pdf/ref_2011.pdf

2.2B.020 Does the Ministry of the extractive sector publish information on revenue generation?

2.2B.020.a: Reserves

Score: A B C D E

Comments:

The document is a PPT presentation published on the Ministry of Extractive Sector and states that reserves are 3 billion barrels, but no other info is published (i.e. the source, comparison with other years, etc.)

References:

Data of 2009, page 10

Proven Reserves: 3,0 billion barrels

Title: Gabon Oil Opportunities, Web Presentation

Author: Ministry of Mines, Petroleum and Hydrocarbons

Date Published: Unknown, but at least Half 2009

Web: http://www.minesgabon.org/page.php?div=div198&code_menu=197&code_page=199

2.2B.020.b: Production volumes

Score: A B C D E

References:

Title: Rapport d'activité annuel: exercice 2010

Author: Ministère des Mines, du Pétrole et des Hydrocarbures

Date Published:

Web: http://www.minesgabon.org/file/rapport_activite.pdf

Sous réserve de l'actualisation des données des mois de novembre et décembre 2010, la production pétrolière du Gabon avoisinerait 90 170 230 millions de barils (soit l'équivalent de 247 064 barils/j) ou 12,3Mt. En légère hausse par rapport à celle de 2009

[...]

La prévision de production pour l'année 2011 est établie à 91 341 124 barils. Ce qui représente un débit journalier de 250 250 b/j, soit 12,5Mt.

Cette prévision est établie avec comme principale hypothèse, le déclin des principaux champs arrivés à maturité

2.2B.020.c: Information on prices

Score: A B C D E

Comments:

The website provides information on oil price from April 2011 backwards.

References:

http://www.minesgabon.org/page.php?div=div208&code_menu=197&code_page=222

(See file attached)

2.2B.020.d: Value of resource exports

Score: A B C **(D)** E

References:

This information was not published by the Ministry of extractive sector.

2.2B.020.e: Estimates of investment in exploration and development

Score: A B C **(D)** E

References:

Info not published by the Ministry of Extractive Industries

2.2B.020.f: Production costs

Score: A B C **(D)** E

References:

Info not published

2.2B.020.g: Names of companies operating in country

Score: **(A)** B C D E

References:

http://www.minesgabon.org/page.php?code_menu=3&code_page=61

23 Sociétés Opératrices

6 américaines : Anadarko, Forest oil, marathon vaalco et vanco

3 françaises : TOTAL Gabon, PERENCO, MAUREL & PROM

2 sud africaines : SASOL,OPHIR.

2 chinoises : SINOPEC, SINO-gabon

2 anglaises

1 suisse

1 canadienne : CNR

1 néerlandaise : SHELL Gabon

1 japonaise : MDPC

1 irlandaise : tullow oil

1 australienne : sterling

1 indienne : oil India

1 Écossaise :bollewen (GGPC)

1 saoudienne: ATLAS international

Peer Review Comments:

The Swiss company Addax Petroleum was bought by SINOPEC. TEST Monika 06/14/2012

2.2B.020.h: Production data by company and/or block

Score: A B C **(D)** E

Comments:

The information is not published by the Ministry of Extractive sector.

Given that the regulative agency of the oil sector, the Direction Générale des Hydrocarbures, is an agency of the Ministry, the Ministry has internal documents with all these information. In fact, all the documents made available by the Gabonese authorities use data from the DGH.

This info has been published by the Statistical department using Direction Générale des Hydrocarbures data.

Page 162 of Statistical Yearbook for 2009: Tableau VI.2.1.3 production par producteur Source: DGH et Union Pétrolière Gabon

References:

Info not published.

2.2B.020.i: Cost of subsidies or social investments paid by mineral revenue

Score: A B C **(D)** E

Comments:

No information on that is available. Besides, from the article published on Gabon-industriel.com it is clear that the topic has only been recently reintroduced into the agenda.

References:

Info not published.

www.gabon-industriel.com/les-actions/energie/petrole+&cd=2&hl=it&ct=clnk&gl=de
[The site is under maintenance as of 10 april 2012]

Responsabilité sociale des Entreprises - Septembre 2011

Pour pallier aux conséquences néfastes de la non prise en compte de la responsabilité sociale des entreprises dans le cadre de l'exploitation des ressources naturelles, le Président de la République a instruit les Ministres des Mines et de l'Economie de procéder à la formalisation des obligations des entreprises en territoire gabonais dans le domaine des mines et des hydrocarbures en généralisant le mécanisme de la PID/PIH.

Pour les villes minières et pétrolières, ce dispositif va accroître le niveau des investissements collectifs et permettre aux entreprises de participer au côté de l'Etat à l'amélioration des conditions de vie des populations.

Dans ce contexte, la totalité des financements issus de la PID et la PIH sera affectée à des projets structurants ou à fort impact social. C'est dans ce cadre que sera financée la nouvelle centrale thermique à gaz de Port Gentil dont les travaux devront démarrer incessamment ainsi que le financement, par Total Gabon, des travaux de l'aéroport de Port-Gentil.

Objectifs :

- . Préserver les écosystèmes et protéger l'environnement
- . Accroître le niveau des investissements collectifs et améliorer les conditions de vie des populations

Date de décision :

12 septembre 2011

2.2B.020.j Does the Ministry of the extractive sector publish information on disaggregated revenue streams?

2.2B.020.j1: Production streams value

Score: A B C D E

References:

Title: Rapport d'activité annuel: exercice 2010

Author: Ministère des Mines, du Pétrole et des Hydrocarbures

Date Published:

Web: http://www.minesgabon.org/file/rapport_activite.pdf

"Sous réserve de l'actualisation des données des mois de novembre et décembre 2010, la production pétrolière du Gabon avoisinerait 90 170 230 millions de barils (soit l'équivalent de 247 064 barils/j) ou 12,3Mt. En légère hausse par rapport à celle de 2009.

[...]

La prévision de production pour l'année 2011 est établie à 91 341 124 barils. Ce qui représente un débit journalier de 250 250 b/j, soit 12,5Mt.

Cette prévision est établie avec comme principale hypothèse, le déclin des principaux champs arrivés à maturité

2.2B.020.j2: Government s share in PSC

Score: A B C D E

References:

Info not published

2.2B.020.j3: Royalties

Score: A B C D E

References:

Info not published.

2.2B.020.j4: Special taxes (e.g. withholding taxes, excise taxes, excess earning taxes, charged on extractive companies)

Score: A B C D E

References:

As mentioned for the Ministry of Finance there is no special tax that can fit into this section.

2.2B.020.j5: Dividends

Score: A B C **(D)** E

References:

Info not published

2.2B.020.j6: Bonuses

Score: A B C **(D)** E

References:

Information not published

2.2B.020.j7: License fees

Score: A B C **(D)** E

References:

Info not published

2.2B.020.j8: Acreage fees

Score: A B C **(D)** E

References:

Info not published

2.2B.020.j9: Other (Explain in 'comments' box.)

Score: A B C **(D)** E

Comments:

As mentioned in the Ministry of Finance; no info is provide about the Impôts sur les Sociétés (IS) the corporate income tax which applies for Concession Agreements (concession obtained before 1983).

References:

Info not published

2.2B Quality of reports

2.2B.021: Are periodical reports containing information on revenue generation published by the Ministry of the extractive sector understandable?

Score: A **(B)** C D E

Comments:

Reports lack some information but are understandable. Besides the only real report is about the activity of the Ministry which gives some information about the production and the new licenses. All the other information comes from a Web presentation of the oil industry.

References:

Title: Rapport d'activité annuel: exercice 2010
Author: Ministère des Mines, du Pétrole et des Hydrocarbures
Date Published: Not specified, presumably between end 2010 beginning 2011
Web: http://www.minesgabon.org/file/rapport_activite.pdf

Title: Gabon Oil Opportunities, Web Presentation
Author: Ministry of Mines, Petroleum and Hydrocarbons
Date Published: Unknown, but at least Half 2009
Web: http://www.minesgabon.org/page.php?div=div198&code_menu=197&code_page=199

2.2B.022: How often are the periodical reports containing information on revenue generation published by the Ministry of the extractive sector?

Score: A B C D E

Comments:

The Activity Report should be published annually, but only the 2010 is available. As for the other document it is not clear when it was published and it is only a web presentation.

References:

Title: Rapport d'activité annuel: exercice 2010
Author: Ministère des Mines, du Pétrole et des Hydrocarbures
Date Published: Not specified, probably end 2010 begin 2011
Web: http://www.minesgabon.org/file/rapport_activite.pdf

Title: Gabon Oil Opportunities, Web Presentation
Author: Ministry of Mines, Petroleum and Hydrocarbons
Date Published: Unknown, but at least Half 2009
Web: http://www.minesgabon.org/page.php?div=div198&code_menu=197&code_page=199

2.2C.020 Does a Regulatory Agency publish information on revenue generation?

2.2C.020.a: Reserves

Score: A B C D E

References:

The Direction Générale des Hydrocarbures is a directorate within the Ministry of Mines, Petroleum and Hydrocarbons, so the answers are the same of the Ministry.

2.2C.020.b: Production volumes

Score: A B C D E

References:

The Direction Générale des Hydrocarbures is a directorate within the Ministry of Mines, Petroleum and Hydrocarbons, so the answers are the same of the Ministry.

2.2C.020.c: Information on prices

Score: A B C D (E)

References:

The Direction Générale des Hydrocarbures is a directorate within the Ministry of Mines, Petroleum and Hydrocarbons, so the answers are the same of the Ministry.

2.2C.020.d: Value of resource exports

Score: A B C D (E)

References:

The Direction Générale des Hydrocarbures is a directorate within the Ministry of Mines, Petroleum and Hydrocarbons, so the answers are the same of the Ministry.

2.2C.020.e: Estimates of investment in exploration and development

Score: A B C D (E)

References:

The Direction Générale des Hydrocarbures is a directorate within the Ministry of Mines, Petroleum and Hydrocarbons, so the answers are the same of the Ministry.

2.2C.020.f: Production costs

Score: A B C D (E)

References:

The Direction Générale des Hydrocarbures is a directorate within the Ministry of Mines, Petroleum and Hydrocarbons, so the answers are the same of the Ministry.

2.2C.020.g: Names of companies operating in country

Score: A B C D (E)

References:

The Direction Générale des Hydrocarbures is a directorate within the Ministry of Mines, Petroleum and Hydrocarbons, so the answers are the same of the Ministry.

2.2C.020.h: Production data by company and/or block

Score: A B C D (E)

References:

The Direction Générale des Hydrocarbures is a directorate within the Ministry of Mines, Petroleum and Hydrocarbons, so the answers are the same of the Ministry.

2.2C.020.i: Cost of subsidies or social investments paid by mineral revenue

Score: A B C D (E)

References:

The Direction Générale des Hydrocarbures is a directorate within the Ministry of Mines, Petroleum and Hydrocarbons, so the answers are the same of the Ministry.

2.2C.020.j Does a Regulatory Agency publish information on disaggregated revenue streams?

2.2C.020.j1: Production streams value

Score: A B C D E

References:

The Direction Générale des Hydrocarbures is a directorate within the Ministry of Mines, Petroleum and Hydrocarbons, so the answers are the same of the Ministry.

2.2C.020.j2: Government s share in PSC

Score: A B C D E

References:

The Direction Générale des Hydrocarbures is a directorate within the Ministry of Mines, Petroleum and Hydrocarbons, so the answers are the same of the Ministry.

2.2C.020.j3: Royalties

Score: A B C D E

References:

The Direction Générale des Hydrocarbures is a directorate within the Ministry of Mines, Petroleum and Hydrocarbons, so the answers are the same of the Ministry.

2.2C.020.j4: Special taxes (e.g. withholding taxes, excise taxes, excess earning taxes, charged on extractive companies)

Score: A B C D E

References:

The Direction Générale des Hydrocarbures is a directorate within the Ministry of Mines, Petroleum and Hydrocarbons, so the answers are the same of the Ministry.

2.2C.020.j5: Dividends

Score: A B C D E

References:

The Direction Générale des Hydrocarbures is a directorate within the Ministry of Mines, Petroleum and Hydrocarbons, so the answers are the same of the Ministry.

2.2C.020.j6: Bonuses

Score: A B C D E

References:

The Direction Générale des Hydrocarbures is a directorate within the Ministry of Mines, Petroleum and Hydrocarbons, so the answers are the same of the Ministry.

2.2C.020.j7: License fees

Score: A B C D E

References:

The Direction Générale des Hydrocarbures is a directorate within the Ministry of Mines, Petroleum and Hydrocarbons, so the answers are the same of the Ministry.

2.2C.020.j8: Acreage fees

Score: A B C D E

References:

The Direction Générale des Hydrocarbures is a directorate within the Ministry of Mines, Petroleum and Hydrocarbons, so the answers are the same of the Ministry.

2.2C.020.j9: Other (Explain in 'comments' box.)

Score: A B C D E

References:

The Direction Générale des Hydrocarbures is a directorate within the Ministry of Mines, Petroleum and Hydrocarbons, so the answers are the same of the Ministry.

2.2C Quality of reports

2.2C.021: Are periodical reports containing information on revenue generation published by the Regulatory Agency understandable?

Score: A B C D E

References:

The Direction Générale des Hydrocarbures is a directorate within the Ministry of Mines, Petroleum and Hydrocarbons, so the answers are the same of the Ministry.

2.2C.022: How often are the periodical reports containing information on revenue generation published by the Regulatory Agency?

Score: A B C D E

References:

The Direction Générale des Hydrocarbures is a directorate within the Ministry of Mines, Petroleum and Hydrocarbons, so the answers are the same of the Ministry.

2.2D.020 Does the Central Bank publish information on revenue generation?

2.2D.020.a: Reserves

Score: A B C **D** E

Comments:

Gabon does not have a Gabonese central Bank. Gabon is a member of the Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (Economic and Monetary Community of Central Africa) which has a common central bank, the BEAC (Banque des États de l'Afrique centrale).

References:

Information not published by the Banque des Etats de l'Afrique Centrale

2.2D.020.b: Production volumes

Score: **A** B C D E

Comments:

The BEAC website is not properly functioning, but it is possible to access all the documents through the following page:

beac.int/download/

The list does not provide description of the document, but through the name of the files it was possible to find the annual reports up to 2009 and the document used for this question.

References:

Title: SYNTHÈSE DE LA NOTE DE CONJONCTURE DU GABON

A FIN DECEMBRE 2010

Author: BEAC

Date Published: March 2011

Web: beac.int/download/

"Dans le secteur primaire, la production pétrolière a enregistré une légère hausse + 9,9% à 12,431 millions de tonnes contre 11,310 millions en 2009. Cette performance tient en partie à la mise en production du champ Koula, dans la province de la Ngounié. Le prix moyen de cession officiel des bruts gabonais a terminé l'année 2010 à 77 dollars américain."

2.2D.020.c: Information on prices

Score: A **B** C D E

Comments:

The tables at page 326-327 give accurate details of the monthly variation of oil price for 2008 and 2009 and annual variation from 2004 to 2009

References:

Publication: Rapport annuel BEAC

Title: Rapport Annuel 2009

Author: BANQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE

Date Published: 2010, uploaded on the website the 3rd of February 2012

Web: beac.int/download/

Page 56

"Sur le marché du pétrole brut, les prix ont sensiblement baissé en moyenne annuelle, de 31,6 %, en revenant de 90,4 dollars/baril en 2008 à 61,9 dollars/baril en 2009. L'embellie des cours du pétrole en 2009 est principalement liée au rationnement de l'offre, entrepris par les pays de l'OPEP au quatrième trimestre 2008, accompagné d'une forte baisse de la production des pays n'appartenant pas à ce cartel. La faiblesse du dollar a également contribué à entretenir cette tendance"

See also pages 326-327: Evolution des cours du Brent, WTI, Brent et CEMAT 2008 -2009; Evolution du cours moyens du pétrole (BRENT et CEMAC) 2004-2009

2.2D.020.d: Value of resource exports

Score: A (B) C D E

Comments:

Data are published but only up to 2009.

References:

Publication: Rapport annuel BEAC
Title: Rapport Annuel 2009
Author: BANQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE
Date Published: 2010
Web: beac.int/download/

Page 63 TOTAL EXPORTATIONS

Au Gabon, les exportations de biens se sont réduites de 35,8 % pour se fixer à 2 750,8 milliards à fin 2009, suite à un fort ralentissement des exportations de pétrole et de manganèse. Les ventes de pétrole brut se sont établies à 2 267,1 milliards contre 3 274,4 milliards en 2008, sous le double effet de la baisse des cours et des volumes exportés. Les ventes de manganèse ont reculé

See also: Page 250 Gabon offre et emploi des ressources:
Exportations pétrole brut 2004-2009

2.2D.020.e: Estimates of investment in exploration and development

Score: A (B) C D E

Comments:

Some information is published in the report. BEAC report of 2009 states the variation in the investment of the whole sector compare to the previous year and also gives a nominal value of the investment of the oil sector.

References:

Publication: Rapport annuel BEAC
Title: Rapport Annuel 2009
Author: BANQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE
Date Published: 2010
Web: beac.int/download/

Page 61 INVESTISSEMENT PETROLIER

Au Gabon, les investissements pétroliers se sont contractés de 15,7 %, induisant une contribution négative de 2,0 point. En valeur nominale, ils se sont situés à 368 milliards et ont porté sur la poursuite par TOTAL des travaux de la première phase du redéveloppement du permis Anguille ainsi que la mise en production des champs Olowi, Ebouri et Onal opérés respectivement par les sociétés CNR International, VAALCO et MAUREL&PROM.

Publication: Rapport annuel BEAC

Title: Rapport Annuel 2008
 Author: BANQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE
 Date Published: Uploaded on website 13 May 2011
 Web: beac.int/download/
 Page 58

Au Gabon, les investissements pétroliers ont contribué à la croissance à hauteur de 0,7 point, soutenus par les travaux de la première phase du re-développement du champ Anguille réalisés par TOTAL Gabon, le forage des puits d'appréciation et de développement sur les actifs Oba et Olende par PERENCO, la réalisation des travaux de reconditionnement sur le puits Banio-2 par MAUREL & PROM et la mise en oeuvre de son programme d'exploration et de forages par VAALCO. Ces efforts ont permis, entre autres, de stabiliser la récupération sur certains champs et de préparer la mise en production ultérieure de nouveaux puits.

2.2D.020.f: Production costs

Score: A B C **(D)** E

References:

No information found in the BEAC documents.

2.2D.020.g: Names of companies operating in country

Score: A **(B)** C D E

Comments:

The various reports names the companies, but does not provide a full list of them. The company cited in the reports are those who have been under major investment.

References:

Publication: Rapport annuel BEAC
 Title: Rapport Annuel 2009
 Author: BANQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE
 Date Published: 2010, uploaded 3 february 2012
 Web: beac.int/download/

Page 61 INVESTISSEMENT PETROLIER

Au Gabon, les investissements pétroliers se sont contractés de 15,7 %, induisant une contribution négative de 2,0 point. En valeur nominale, ils se sont situés à 368 milliards et ont porté sur la poursuite par TOTAL des travaux de la première phase du redéveloppement du permis Anguille ainsi que la mise en production des champs Olowi, Ebouri et Onal opérés respectivement par les sociétés CNR International, VAALCO et MAUREL&PROM.

Publication: Rapport annuel BEAC
 Title: Rapport Annuel 2008
 Author: BANQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE
 Date Published: Uploaded on the website the 13 may 2011
 Web: beac.int/download/

Au Gabon, les investissements pétroliers ont contribué à la croissance à hauteur de 0,7 point, soutenus par les travaux de la première phase du re-développement du champ Anguille réalisés par TOTAL Gabon, le forage des puits d'appréciation et de développement sur les actifs Oba et Olende par PERENCO, la réalisation des travaux de reconditionnement sur le puits Banio-2 par MAUREL & PROM et

la mise en oeuvre de son programme d'exploration et de forages par VAALCO. Ces efforts ont permis, entre autres, de stabiliser la récupération sur certains champs et de préparer la mise en production ultérieure de nouveaux puits.

2.2D.020.h: Production data by company and/or block

Score: A B C **(D)** E

Comments:

According to the RWI index 2010 the BEAC did publish this element, but the researcher was not able to find this information.

References:

No information.

2.2D.020.i: Cost of subsidies or social investments paid by mineral revenue

Score: A B C **(D)** E

Comments:

According to the RWI index 2010 the BEAC did publish this element, but the researcher was not able to find this information.

References:

I could not find this information on any BEAC document

2.2D.020.j Does the Central Bank publish information on disaggregated revenue streams?

2.2D.020.j1: Production streams value

Score: A **(B)** C D E

Comments:

Data for oil revenues are updated to 2009. the annual report also provide tables and compare oil revenues from 2004 to 2009

References:

Publication: Rapport annuel BEAC

Title: Rapport Annuel 2009

Author: BANQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE

Date Published: 2010, uploaded on the web the 3rd of February 2012

Web: beac.int/download/

Page 68 Production

Au Gabon, l'activité économique a reculé de 1,1 %, imputable à la fois au secteur pétrolier (- 0,9 %) et au secteur non pétrolier (- 0,2 %).

Dans le secteur primaire, les industries extractives ont grevé la croissance de 0,8 point, du fait d'une conjoncture internationale défavorable sur le marché sidérurgique ; la production de manganese s'étant limitée à 2 millions de tonnes. En revanche, la production pétrolière s'est stabilisée autour de 11,8 millions de tonnes en relation avec l'entrée en production de nouveaux champs

See also PAGE 320: Tableau activités pétrolières et minières

Page 259 PGABON: PIB par secteur
PIB du secteur pétrolier: 2004-2009

Page 272: GABON : Tableau des opérations financières de l'État
Récettes pétroliers : 2004-2009

2.2D.020.j2: Government s share in PSC

Score: A B C D E

References:

I could not find this information on any BEAC document

2.2D.020.j3: Royalties

Score: A B C D E

References:

I could not find this information on any BEAC document

2.2D.020.j4: Special taxes (e.g. withholding taxes, excise taxes, excess earning taxes, charged on extractive companies)

Score: A B C D E

References:

I could not find any tax that could be under this section

2.2D.020.j5: Dividends

Score: A B C D E

References:

I could not find this information on any BEAC document

2.2D.020.j6: Bonuses

Score: A B C D E

References:

I could not find this information on any BEAC document

2.2D.020.j7: License fees

Score: A B C D E

References:

I could not find this information on any BEAC document

2.2D.020.j8: Acreage fees

Score: A B C D E

References:

I could not find this information on any BEAC document

2.2D.020.j9: Other (Explain in 'comments' box.)

Score: A B C D E

References:

Impots sur les revenus (IS) Corporate Income Tax for companies working under concession agreements (before 1983) - I could not find this information on any BEAC document

2.2D Quality of reports

2.2D.021: Are periodical reports containing information on revenue generation published by the Central Bank understandable?

Score: A B C D E

Comments:

The report are detailed and easy to understand.

References:

Publication: Rapport annuel BEAC

Title: Rapport Annuel 2009

Author: BANQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE

Date Published: 2010, uploaded on the web the 3rd of February 2012

Web: beac.int/download/

2.2D.022: How often are the periodical reports containing information on revenue generation published by the Central Bank?

Score: A B C D E

Comments:

Reports are available from 2004 to 2009 on the website. 2010 and 2011 reports are not published. Considering that they are annual report, I assume the 2010 year was already reported but not yet published.

References:

Publication: Rapport annuel BEAC

Title: Rapport Annuel 2009

Author: BANQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE

Date Published: 2010, uploaded on the web the 3rd of February 2012

Web: beac.int/download/

Publication: Rapport annuel BEAC
Title: Rapport Annuel 2008
Author: BANQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE
Date Published: Uploaded on the web the 11 may 2011
Web: beac.int/download/

2.2E.020 Does any other government agency or entity publish information on revenue generation?

2.2E.020.a: Reserves

Score: A B C D E

References:

Information not published in the EITI
Publication: EITI
Title: Rapport 2006 sur les revenus pétrolier et minier de la République gabonaise
Author: Ernst & Young Associés, Paris
Date published: 2008
Website: www.eitigabon.org (not working)

2.2E.020.b: Production volumes

Score: A B C D E

Comments:

Data for 2005 and 2006

References:

Publication: EITI
Title: Rapport 2006 sur les revenus pétrolier et minier de la République gabonaise
Author: Ernst & Young Associés, Paris
Date published: 2008
Website: www.eitigabon.org (not working)

2.2E.020.c: Information on prices

Score: A B C D E

References:

Data from 2005 -2006
Publication: EITI
Title: Rapport 2006 sur les revenus pétrolier et minier de la République gabonaise
Author: Ernst & Young Associés, Paris
Date published: 2008
Website: www.eitigabon.org (not working)

2.2E.020.d: Value of resource exports

Score: A B C D E

References:

Publication: EITI

Title: Rapport 2006 sur les revenus pétrolier et minier de la République gabonaise

Author: Ernst & Young Associés, Paris

Date published: 2008

Website: www.eitigabon.org (not working)

2.2E.020.e: Estimates of investment in exploration and developmentScore: A B C D E**References:**

Publication: EITI

Title: Rapport 2006 sur les revenus pétrolier et minier de la République gabonaise

Author: Ernst & Young Associés, Paris

Date published: 2008

Website: www.eitigabon.org (not working)

2.2E.020.f: Production costsScore: A B C D E**References:**

Publication: EITI

Title: Rapport 2006 sur les revenus pétrolier et minier de la République gabonaise

Author: Ernst & Young Associés, Paris

Date published: 2008

Website: www.eitigabon.org (not working)

2.2E.020.g: Names of companies operating in countryScore: A B C D E**References:**

Companies from 2005 -2006

Publication: EITI

Title: Rapport 2006 sur les revenus pétrolier et minier de la République gabonaise

Author: Ernst & Young Associés, Paris

Date published: 2008

Website: www.eitigabon.org (not working)

2.2E.020.h: Production data by company and/or blockScore: A B C D E**References:**

No data on EITI

Peer Review Comments:

Data on the EITI are available in reports published in 2004, 2005 and 2006. The last report is from 2007-2008 and was written by Pricewaterhousecoopers. It was given to the EITI group on the 12th of April 2012 but has not been published since. Right now, KPMG is currently reviewing the report for

2009-2010. The EITI website for Gabon is however not currently working.

2.2E.020.i: Cost of subsidies or social investments paid by mineral revenue

Score: A B C D E

References:

No info on EITI report

2.2E.020.j Does any other government agency or entity publish information on disaggregated revenue streams?

2.2E.020.j1: Production streams value

Score: A B C D E

References:

Revenues detailed by type of tax:

Data from 2005 -2006

Publication: EITI

Title: Rapport 2006 sur les revenus pétrolier et minier de la République gabonaise

Author: Ernst & Young Associés, Paris

Date published: 2008

Website: www.eitigabon.org (not working)

2.2E.020.j2: Government s share in PSC

Score: A B C D E

References:

Not published

2.2E.020.j3: Royalties

Score: A B C D E

References:

Data from 2006

Publication: EITI

Title: Rapport 2006 sur les revenus pétrolier et minier de la République gabonaise

Author: Ernst & Young Associés, Paris

Date published: 2008

Website: www.eitigabon.org (not working)

2.2E.020.j4: Special taxes (e.g. withholding taxes, excise taxes, excess earning taxes, charged on extractive companies)

Score: A B C D E

References:

As for other agencies or ministries, I could not find taxes falling under this section

2.2E.020.j5: Dividends

Score: A B C D E

References:

Datas of 2006

Publication: EITI

Title: Rapport 2006 sur les revenus pétrolier et minier de la République gabonaise

Author: Ernst & Young Associés, Paris

Date published: 2008

Website: www.eitigabon.org (not working)

2.2E.020.j6: Bonuses

Score: A B C D E

References:

Data from 2006

Publication: EITI

Title: Rapport 2006 sur les revenus pétrolier et minier de la République gabonaise

Author: Ernst & Young Associés, Paris

Date published: 2008

Website: www.eitigabon.org (not working)

2.2E.020.j7: License fees

Score: A B C D E

Comments:

Called Droit Fixes, they are taxes paid for the institution, renewal or status change of a Mineral Right.

References:

Data from 2006

Publication: EITI

Title: Rapport 2006 sur les revenus pétrolier et minier de la République gabonaise

Author: Ernst & Young Associés, Paris

Date published: 2008

Website: www.eitigabon.org (not working)

2.2E.020.j8: Acreage fees

Score: A B C D E

References:

Data from 2006

Publication: EITI

Title: Rapport 2006 sur les revenus pétrolier et minier de la République gabonaise

Author: Ernst & Young Associés, Paris

Date published: 2008

Website: www.eitigabon.org (not working)

2.2E.020.j9: Other (Explain in 'comments' box.)**Score:** A B C D E**References:**

Impots sur les sociétés

Data from 2006

Publication: EITI

Title: Rapport 2006 sur les revenus pétrolier et minier de la République gabonaise

Author: Ernst & Young Associés, Paris

Date published: 2008

Website: www.eitigabon.org (not working)2.2E Quality of reports

2.2E.021: Are periodical reports containing information on revenue generation published by any other government agency or entity understandable?**Score:** A B C D E**Comments:**

The reports lacks several elements.

References:

Publication: EITI

Title: Rapport 2006 sur les revenus pétrolier et minier de la République gabonaise

Author: Ernst & Young Associés, Paris

Date published: 2008

Website: www.eitigabon.org (not working)**2.2E.022: How often are the periodical reports containing information on revenue generation published by the any other governmental agency or entity?****Score:** A B C D E**Comments:**

Reports should be annual, but so far it has not been the case. In fact, the compliant status of EITI has not yet been achieved.

References:

Publication: EITI

Title: Rapport 2006 sur les revenus pétrolier et minier de la République gabonaise

Author: Ernst & Young Associés, Paris

Date published: 2008

Website: www.eitigabon.org (not working)2.2 Public sector balance

2.2.023: Does the government include the SOC financial balance (its assets and liabilities) within the public sector balance or overall balance of general government in reports to the legislature?

Score: A B C D **(E)**

References:

No SOC

2.2.024: Does the government include projections of transactions, accounts of actual spending by the natural resource funds, and their assets and liabilities, within the public sector balance or overall balance of general government in reports to the legislature?

Score: A B C **(D)** E

Comments:

The old Natural Resource Fund, the Fond pour les Générations Futures (FGF), has been replaced by a new one, called Fonds souverain de la République gabonaise (FSRG). The FSRG has been officially launched in 2012 while the decree dates from late 2011.

If information on the FGF were not published in any budget report to the legislature, it is too early for the second fund.

References:

The information is not published by neither the Government or the BEAC where the fund account is.

Publication: Rapport annuel BEAC

Title: Rapport Annuel 2009

Author: BANQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE

Date Published: 2010, uploaded on the web the 3rd of February 2012

Web: beac.int/download/

Title: Rapport Economique et financier accompagnant la loi des finances 2011

Author:

Ministre de l'Economie, du Commerce de l'Industrie et du Tourisme

Ministre du Budget, des Comptes Publics, de la Fonction Publique chargé de la Réforme d'Etat

Date Published: 2010

Website: http://www.finances.gouv.ga/budget/IMG/pdf/ref_2011.pdf

Title: Rapport Economique pour l'année 2008

Author: MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES, DU BUDGET, CHARGE DE LA PROGRAMMATION DES INVESTISSEMENTS ET DE LA PRIVATISATION

Date Published: June 2009

Web: http://www.finances.gouv.ga/IMG/pdf/Rapport_economique_2008.pdf

2.2.025: Does the government provide information on the non resource fiscal balance in its budget proposal?

Score: **(A)** B C

Comments:

In the late 90s early 2000, Gabon oil reserves were considered to be depleted by 2012. New discoveries along with the fact that rise of oil price made profitable the exploitation of some blocs formerly considered as non profitable push this date to at least 2025. Nevertheless, the necessity of diversifying the economy has been on the public agenda for a few years now and non oil revenue benchmark has been considered in the TOFE (Tableau des Opérations Financières de l'Etat).

The latest document available, described in the Source Section, is the document that is published together with the Loi de Finance (Budget Speech) for 2011.

References:

Publication: IMF Country Report No. 06/388

Title: Gabon, Report on Observance of Standards and codes-Fiscal Transparency Modules

Author: Fiscal Affairs Department, Approved by Abdoulaye Bio Tchané and Teresa Ter-Minassian

Date: October 2006

Website: <http://www.imf.org/external/country/GAB/index.htm?pn=2>

Page 19

27. The main indicator of the fiscal position is the non-oil primary balance of the central government. The non-oil primary balance is not included in the budget law, but is shown in the fiscal operations table (TOFE). Other balances, such as the overall primary balance and the cash basis balance are also prepared.

--

Title: Rapport Economique et financier accompagnant la loi des finances 2011

Author:

Ministre de l'Economie, du Commerce de l'Industrie et du Tourisme

Ministre du Budget, des Comptes Publics, de la Fonction Publique chargé de la Réforme d'Etat

Date Published: 2010

Website: http://www.finances.gouv.ga/budget/IMG/pdf/ref_2011.pdf

[Download PDF](#)

Gabon - RWI Index Questionnaire

Legal Framework and Practices

[Back](#)

Indicator	Score
2.3 Legal Framework and Practices	71 

2.3 Legal Framework and Practices

2.3.026: In the legal framework, what government agencies have authority to collect taxes and payments from resource companies?

Score: A B C D E

Comments:

See also question 19

References:

web:

<http://www.finances.gouv.ga/aster-gabon/documentations/arrete1208RIDGE.pdf>

http://www.dgi.ga/IMG/pdf_DECRET_no_000720.pdf

The Direction Grandes Entreprises (DGE-Big Enterprises Unit) is a unit within the Direction Générale des Impôts (DGI). The DGI has the role of collecting taxes and for the oil companies is made through the DGE, more specifically the DGE Office: Recettes des Impôts (RdI).

Two main Acts provide legal background for the DGE and RdI.

A) Decree 000720/PR/MEFBP (completing the decree 001139/PR/MEFBP wich creates the DGI) of 2004

B) Arrêt 1208 MLEFBP/DGCP (creation of the Recettes des Impôts of the DGE) of 2007

A)

Art 75 bis 1 states that the DGE is responsible of managing the taxes which are accorded to the DGE:

"« SECTION IV : DE LA DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES

Article 75 bis 1 : La Direction des Grandes Entreprises est notamment chargée :

- de la gestion de l'assiette, la liquidation, le recouvrement et le contentieux de tous impôts, taxes et redevances relevant de la compétence de la Direction générale des impôts dus par les entreprises visées à l'article 4, quelle qu'en soit la forme juridique et le lieu de leur siège social ;

[...]

Art 75 bis 2 states the criteria for eligible companies:

"Article 75 bis 2 : les critères d'admission des entreprises à la Direction des Grandes Entreprises sont fixés par arrêté du Ministre chargé des Finances et du Budget.

Le directeur général des Impôts communique à la Direction des Grandes Entreprises la liste des entreprises admises. Une notification individuelle en est faite aux entreprises concernées.

La Direction des Grandes Entreprises assure notamment la gestion fiscale des dossiers :

- des entreprises répondant aux critères d'admission tels que définis par l'arrêté du Ministre visé à l'alinéa 1er ci-dessus ;

- des entreprises dont la majorité du capital est directement ou indirectement détenue par une entreprise relevant de la compétence de la Direction des Grandes Entreprises

Art 75 bis 9 of the Decree states that the RdI is responsible of collecting the Taxes of the companies

" Article 75 bis 9 : La Recette des Impôts est notamment chargée :

- de l'encaissement et du recouvrement de l'ensemble des impôts, taxes et redevances dus par les entreprises visées à l'article 75 bis 2 ci-dessus ;
 - de la réception et de la transmission des déclarations aux gestionnaires ;
 - de l'édition des quittances ;
 - de la détection et de la relance des défaillants ;
 - du remboursement des crédits de T.V.A pour les contribuables relevant de sa compétence ;
 - de la prise en charge, du traitement des avis de mise en recouvrement et du suivi des paiements ;
 - de la mise en oeuvre de l'action en recouvrement et des poursuites pour apurement des restes à recouvrer ;
 - de la tenue de la comptabilité et de sa mise à disposition pour centralisation et intégration dans les écritures comptable de la Direction Générale des Impôts ;
 - des propositions de demandes d'admission en non-valeur des cotes irrécouvrables ;
 - de la tenue des indicateurs de gestion en matière de recouvrement ;
- Article 75 bis 10 : La Recette des Impôts est placée sous l'autorité d'un Receveur des Impôts, nommé par décret pris en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre chargé des Finances et du Budget et choisi parmi les Inspecteur Centraux du Trésor"

B) Art 2 of Arrêt 1208 states that the creation of the Recettes des Impôts

Article 2: La Recette des Impôts de la Direction des Grandes Entreprises est un poste comptable secondaire des impôts chargé notamment:

- de l'encaissement et du recouvrement de l'ensemble des impôts, redevances, droits et taxes dus par l'entreprises visées à l'article 75 bis 2 du décret n°001139/PR/MEFB du 18 décembre 2002 susvisé;
- [...]

Final Note, the DGE is certified ISO 9001 (<http://www.dgi.ga/spip.php?article488>)

2.3.027: Are all resource related revenues, including those collected by state owned companies, regulatory agencies, ministries, special funds or by the tax authority placed in the national treasury?

Score: A B C D E

Comments:

The office of the DGE is under the supervision of a Chief inspector of the Treasure. The DGE is responsible of collecting all the revenues which are also published in the Attached document of the Loi de Finances.

The funds for the Fonds Souverain de la République Gabonaise, coming from the oil revenues, are kept at the BEAC.

References:

<http://www.dgi.ga/spip.php?article131>

La nature du poste

La Recette des Impôts des Grandes Entreprises est un poste comptable secondaire de première catégorie (1). Un Inspecteur Central du Trésor, soumis aux obligations des comptables publics (2), garantit la régularité de l'action du poste et en assure la responsabilité en qualité de Receveur des Impôts.

Les missions

Le pôle comptable de la D.G.E est notamment chargé de :

Collecter l'ensemble des impôts, droits, taxes et redevances dus par les opérateurs éligibles à la D.G.E ;

Rembourser les crédits de taxes au profit des contribuables éligibles à la D.G.E.

1 : Arrêté n° 1208 /MEFBP/DGCP du 19/10/06

2 : Décret n° 00110-PR-MINECOFIN du 23 janvier 1975

Title: Rapport Economique et financier accompagnant la loi des finances 2011

Author:

Ministre de l'Economie, du Commerce de l'Industrie et du Tourisme

Ministre du Budget, des Comptes Publics, de la Fonction Publique chargé de la Réforme d'Etat

Date Published: 2010

Website: http://www.finances.gouv.ga/budget/IMG/pdf/ref_2011.pdf

Page 41-42

2.3.028: Are government officials with a role in the oversight of the oil, gas or mining sector required to disclose information about their financial interest in any extractive activity or projects?

Score: A B C

Comments:

The law 01/ 2005 does not apply to the following (article 16)

Article 16.- Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux agents occupant les fonctions ci-après :

- Président de la République,
- vice-président de la République,
- membres du Parlement,
- membres du gouvernement,
- élus locaux,
- membres des cabinets politiques et particuliers,
- agents des services publics en concession autres que ceux visés à l'article 15 ci-dessus

The: Commission Nationale de Lutte Contre l'Enrichissement Illicite (CNLCEI), is the anti corruption national commission that was created in 2003. Following the creation of the CNLCEI the above mentioned acts (Loi 00021/2003; Décret N° 000324/PR/MCEILPLC) provides public official to state their fortune. Even if not specific to extractive it should include also this assets.

References:

http://www.finances.gouv.ga/IMG/pdf/recueil_texte_fp.pdf

Loi n°1/2005 du 4 février 2005 portant statut général de la Fonction publique

Article 66.- Il est interdit à l'agent public:

- d'avoir, par lui même ou par personne interposée, des intérêts ou d'être employé dans des opérations ou entreprises dans lesquelles il a assuré une intervention ou un contrôle, pendant une période de cinq ans ;
- d'avoir une participation directe ou indirecte dans un organisme sous contrôle de l'Etat ou ayant des relations commerciales avec celui-ci, ou qui peut engendrer un conflit d'intérêt entre l'intérêt personnel de l'agent public et les devoirs de ses fonctions.

Dans tous les cas l'agent public est tenu d'informer sa hiérarchie de tout fait pouvant le placer ou le plaçant dans une situation de conflit d'intérêt. Sous réserve de poursuites pénales, l'inobservation des dispositions du présent article expose l'agent public défaillant à des sanctions disciplinaires.

web: <http://www.cnlcei.ga/uploads/LOI-N002-2003.pdf>

Loi 00021/2003 instituant un régime de prévention et de répression de l'enrichissement illicite en

République Gabonaise

[...]

Article 3 : Les dispositions de la présente loi s'appliquent à tout dépositaire de l'autorité de l'Etat:

-autorité publique;

-autorité administrative;

-agent public;

-ainsi que tout préposé statutaire ou occasionnel de l'Etat, des collectivités locales, des établissements publics ou parapublics

Web: <http://www.cnlcei.ga/uploads/decret-000324.pdf>

Décret N° 000324/PR/MCEILPLC

Fixant les modalités de la déclaration de fortune par les dépositaires de l'autorité de l'Etat et les conditions de leur conservation et de leur exploitation.

[...]

Article 2: Les dépositaires de l'autorité de l'Etat visés à l'article 3 de la loi n° 002/2003 susvisée sont tenus, dans les trois (3) mois qui suivent leur nomination à un emploi ou à une fonction, leur nomination ou leur élection à un mandat, d'adresser au Président de la Commission Nationale de Lutte contre l'Enrichissement Illicite une déclaration de fortune conforme au modèle figurant à l'annexe du présent décret, certifiée exacte et sincère, retraçant tous leurs revenus et toute leur situation patrimoniale [...]

Article 15.- Sous réserve de l'identification des dépositaires de l'État prévue à l'article 10 du présent décret, sont concernés par les déclarations de fortune :

- le président de la République, - le vice-président de la République,

- le premier ministre, - le président du Sénat, - le président de l'Assemblée nationale, - les présidents des institutions constitutionnelles, - les membres du gouvernement, - les membres des institutions constitutionnelles,

- les députés, - les sénateurs, - les chefs de mission diplomatique et les chefs de poste consulaire, - les directeurs généraux et directeurs des établissements publics et parapublics, - les gouverneurs - les présidents des conseils départementaux et des conseils municipaux, - les directeurs généraux, les directeurs et les chefs de service des organismes financiers,

- les directeurs généraux, les directeurs et les chefs de service des régies

financières, - les chefs des organismes ou services d'inspection ou de contrôle relevant de l'État, -

l'ordonnateur du budget de l'État, - les administrateurs de crédits, - les comptables publics, - les chefs de juridiction, - les magistrats, - les membres, le secrétaire général et les rapporteurs de la commission nationale de lutte contre l'enrichissement illicite ainsi que le commissaire du gouvernement auprès de ladite commission[...]

2.3.029: Is there independent external validation of internal controls of agencies in charge of receiving payments from resource companies with the objective of providing assurances of integrity of public funds and sound financial management?

Score: A (B) C D E

Comments:

The researcher graded B instead of A based on old reports (up to 2006) which clearly defined the weaknesses of the external controls and because the most recent reports state, even if more generally, that improvements are still necessary.

Details of the system:

Internal controls are made by the Inspection des Services. The above-mentioned stated that the level of internal inspection, at least until 2006 was weak. Secondly, according to the presentation document of the Inspection des Services, in 2011 a general Audit of the DGI, so including the DGE (responsible of collecting taxes from oil companies).

Two entities were possibly responsible of external controls: Cours des Comptes (Audit Court) and the Government Audit Office.

The external audit is generally made by the Cours des Comptes, whose reports are not published. Nevertheless, the CdC is an independent agency and it has the possibility of reviewing the agencies.

Until recently a Ministry was in charge of external audit: Ministry of Government Audit, Inspections, Poverty Alleviation and the Fight Against Corruption had a Government Auditing Office. This Ministry was created with the decree 505 of 2002. Today this Ministry is no longer existent with this name.

The World Bank document (n°1) states that the performance of the Audit Court is generally excellent while the GAO was weak.

The IMF report of 2011 (n°3) states that audited report are made, but it does not specify which agency is preparing them.

Overall, the external control does not provide adequate and provide assurances of integrity of public funds and sound financial management.

Final note, it is to say that in an independent audit report for the SOGARA oil refinery was completed in August 2008. This was done under IMF programmes.

Also, in March 2011 Gabon gave mandate to Alex Steward International to audit the oil sector, namely to see whether private companies are following the fiscal policies. The audit should be finished but the results have not been published.

References:

1) Publication: Report No. 35247-GA
 Author: World Bank, Poverty Reduction and Economic Management Unit
 Title: Republic of Gabon Public Expenditure Management and Financial Accountability Review (PEMFAR)
 Date Published: September 20, 2006
 Web: <http://ddp-ext.worldbank.org/EdStats/GABpemfar06.pdf>

Page 51:

143. Public spending control operations are carried out before and after the fact (ex-ante and ex-post). Prior control is purely administrative, and is carried out internally by financial controllers and public accountants. Controls after the fact are exclusively external. The first external control is carried out by the Government Audit Office, then by the Audit Court, and lastly by the National Assembly and the Senate.

Page :

282. External audit procedures and the role of Parliament in financial control require strengthening. A manual of procedures for Government audits needs to be prepared and published. In addition, the reports of the Government Audit Office should be published. The performance of the Audit Court is generally excellent. However, the production of its annual report on the execution of the previous year's Finance Act needs to be accelerated, in order to speed up the parliamentary vote on the settlement bill. The practice of parliamentary reviews should be encouraged, and the conclusions of these reviews should be published.

2) Publication: IMF Country Report No. 06/388

Title: Gabon, Report on Observance of Standards and Codes-Fiscal Transparency Modules
 Author: Fiscal Affairs Department, Approved by Abdoulaye Bio Tchane and Teresa Ter-Minassian
 Date: October 2006
 Website: <http://www.imf.org/external/country/GAB/index.htm?pn=2>

Page 22-23:

38. Internal controls are numerous but redundant. Four types of internal controls are used in the expenditure process: financial control, control by the payment authorizing officer, control by public accountants, and control by the inspectorate general of services (IGS).

[...]

"40. Internal audits are carried out by several audit agencies but need to be made more effective. Ex post administrative control is carried out by the state control office which oversees the inspectorates of ministries and other internal inspectorates.

[...]

Some networked directorates such as the DGI, the directorate general of customs, and the general treasury have internal inspectorates that are responsible for conducting internal audits in terms of conformity, procedures, and effectiveness of services. The DGP is an oversight agency that is part of the system of internal controls, as its involvement at the outset determines the granting of approvals by financial control. It also exercises ex post control to ensure the effectiveness of public expenditure".

Page 31

"62. External audit is independent of the executive branch and its mandate covers all public sector activities, but it focuses on compliance audit.

Established by the constitution, the audit court is currently governed by Organic Law 11/94, which defines its powers, its composition, its organization, its operation, and its procedures.

As a high-level budget oversight agency, the audit court audits the accounts of public accountants, monitors budget execution, and audits the accounts and management of public enterprises and the social security agencies. 71 It also assists parliament and the government."

[...]

3) Publication: IMF Country Report No. 11/97

Author: Prepared by the Staff Representatives for the 2010 Consultation with Gabon, Approved by Sharmini Coorey and Dhaneshwar Ghura

Title: Gabon: 2010 Article IV Consultation—Staff Report; Staff Supplement; Public Information Notice on the Executive Board Discussion; and Statement by the Executive Director for Gabon

Date Published: May 2011

Web: <http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2011/cr1197.pdf>

[...]

Government finance statistics

6. A major shortcoming is limited institutional coverage, as social security operations are not included in the statement of operations of central or general government. Audited accounts of oil sector operations are generally available annually and sometimes quarterly, but with a significant reporting lag. Other needed improvements relate, inter alia, to the recording in the budget accounts of government-owned capital formation financed by oil companies and the recording of government domestic payment arrears.

2.3.030: Does the national audit office (or similar independent organization) report regularly to the legislature on its findings, including an objective analysis of agencies in charge of managing resource revenues, and are these reports published?

Score: A B C D E

Comments:

Even if the document is from 2006 I think that the conclusion is still valid. Besides I was not able to find any of these report disclosed.

References:

Publication: Report No. 35247-GA

Author: World Bank, Poverty Reduction and Economic Management Unit

Title: Republic of Gabon Public Expenditure Management and Financial Accountability Review (PEMFAR)

Date Published: September 20, 2006

Web: <http://ddp-ext.worldbank.org/EdStats/GABpemfar06.pdf>

Page 91

282. External audit procedures and the role of Parliament in financial control require strengthening. A manual of procedures for Government audits needs to be prepared and published. In addition, the reports of the Government Audit Office should be published. The performance of the Audit Court is generally excellent. However, the production of its annual report on the execution of the previous year's Finance Act needs to be accelerated, in order to speed up the parliamentary vote on the settlement bill. The practice of parliamentary reviews should be encouraged, and the conclusions of

these reviews should be published.

2.3.031: Does a Parliamentary committee scrutinize reports on resource related revenues and, if so, when does this occur?

Score: A B **C** D E

Comments:

Even if the oversight role of the Parliament is weak it has the possibility of reviewing the audited reports but the most recent one in 2006 was of 2003.

The second document states that audited reports are available but

a: it does not state who is in charge of this report and

b: the reporting lag stays significant (but it does not mention of how much).

References:

Publication: IMF Country Report No. 06/388

Title: Gabon, Report on Observance of Standards and codes-Fiscal Transparency Modules

Author: Fiscal Affairs Department, Approved by Abdoulaye Bio Tchane and Teresa Ter-Minassian

Date: October 2006

Website: <http://www.imf.org/external/country/GAB/index.htm?pn=2>

Page 31-32:

Independent oversight

62. External audit is independent of the executive branch and its mandate covers all public sector activities, but it focuses on compliance audit. 4.2.1

Established by the constitution, the audit court is currently governed by Organic Law 11/94, which defines its powers, its composition, its organization, its operation, and its procedures.

As a high-level budget oversight agency, the audit court audits the accounts of public accountants, monitors budget execution, and audits the accounts and management of public enterprises and the social security agencies. 71 It also assists parliament and the government.

The audit court, which is headed by a judge appointed by the President of the Republic is made up of 59 judges and 15 audit assistants. Audit court proceedings are written and judgments are rendered after the parties have been duly heard, a procedure guaranteed by the rule of double arrêt.⁷² The audit court produces an annual report on the budget execution law, which includes a statement of consistency between the accounts of public accountants and budget execution managers. The most recent report is for 2003. The audit court also produces a report on the observations of its various audits, which is forwarded to the President of the Republic and made public, as required by the Law 11/94. The most recent report of this kind dates back to 1989. The audit court has detected several cases in which work was either not done or was done improperly, even though the relevant public expenditure was subjected to all internal controls and service delivery was certified. The recommendations resulting from these audits are not effectively followed up and many notes from the president and urgent applications have been ignored. On the other hand, comments

made in the context of monitoring execution of the budget law are followed up.

63. The legislature discusses external audit reports and systematically follows up on audit findings. 4.2.1

The national assembly and the senate question the government both in writing and orally. They also form parliamentary investigative commissions to address specific aspects of the management of public expenditure or of government bodies. Parliamentary investigations sometimes require a level of expertise that the investigative commissions lack. The reports of the investigative commissions are not published.

Publication: IMF Country Report No. 11/97

Author: Prepared by the Staff Representatives for the 2010 Consultation with Gabon, Approved by Sharmini Coorey and Dhaneshwar Ghura

Title: Gabon: 2010 Article IV Consultation—Staff Report; Staff Supplement; Public Information Notice on the Executive Board Discussion; and Statement by the Executive Director for Gabon

Date Published: May 2011

Web: <http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2011/cr1197.pdf>

Government finance statistics

6. A major shortcoming is limited institutional coverage, as social security operations are not included in the statement of operations of central or general government. Audited accounts of oil sector operations are generally available annually and sometimes quarterly, but with a significant reporting lag. Other needed improvements relate, inter alia, to the recording in the budget accounts of government-owned capital formation financed by oil companies and the recording of government domestic payment arrears

2.3.032: Is this country an EITI candidate or compliant country?

Score: A **B** C D E

Comments:

The country is close to compliant.

Status of EITI Implementation:

At its meeting in Amsterdam on 9 June 2011, the EITI International Board decided to renew Gabon's EITI Candidate status for 18 months (until 9 December 2012), by which time Gabon will be required to have completed an EITI Validation that demonstrates compliance with the 2011 edition of the EITI Rules.

References:

Publication: EITI

Title: Rapport 2006 sur les revenus pétrolier et minier de la République gabonaise

Author: Enrst & Young Associés, Paris

Date published: 2008

Website: www.eitigabon.org (not working)

From eiti.com website:

<http://eiti.org/Gabon>

[...]

Status of EITI Implementation

At its meeting in Amsterdam on 9 June 2011, the EITI International Board decided to renew Gabon's EITI Candidate status for 18 months (until 9 December 2012), by which time Gabon will be required to have completed an EITI Validation that demonstrates compliance with the 2011 edition of the EITI Rules.

On 20 October 2010, the EITI Board designated Gabon, as an EITI Candidate country that is "Close to Compliant". As set out in EITI Policy Note #3, the designation of "close to compliant" applies in cases where the EITI Board considers that a Candidate country has not only made meaningful progress, but can reasonably be expected to achieve Compliance within a short period. Gabon was granted six months (until 18 April 2011) to complete the remedial actions needed to achieve compliance. The Board retained the right to require a new validation if the remedial actions are not completed within the next six months. For more information on this decision, refer to the minutes from the Dar Es Salaam Board Meeting.

[Download PDF](#)

Gabon - RWI Index Questionnaire

[Back](#)

Indicator	Score
3.1.1	Context 33 

3.1.1 Context

3.1.1.033: Is there a state-owned company? If so, what is its role in the extractive sector?

Score: A B C **(D)** E

Comments:

The first State Oil Company, PETROGAB, has been created in 1979 but was dissolved in 1993.

The State has created a National Oil Company in 2011 but so far it has not been functional, the permanent office still has to recruit employees.

It is not yet clear how the GOC will enter into exploration and production considering that it will have up to 40 people in 2012.

Therefore it is to be considered as no SOC is in the country.

References:

Publication: L'Harmattan-série Finances publiques

Author: Albert Léonard Dikoumé

Title: La fiscalité pétrolière des Etats membres de la CEMAC

Date published: 2008

Web: <http://www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=livre&no=25830>

Page 78, point 133

"La société Nationale Pétrolière Gabonaise (PETROGAB)

Elle est créée en octobre 1979, suite à la décision de l'Etat de commercialiser 25% de la production de pétrole.[...] L'Etat détient la totalité du Capital de PETROGAB. [...] PETROGAB sera dissoute en 1993 sans avoir eu d'autres activités que la commercialisation théorique de la part de pétrole brut provenant de l'Etat. Ses actifs ont été renversés à l'Etat gabonais.

Gabon oil company website: <http://gabonoil.com/en/accueil-uk/13-actualites-uk/35-libreville-our-temporary-offices-set-in-batterie-iv>

Gabon Oil Company is setting up its temporary head quarter in Libreville. This building will welcome the first company employees in the coming weeks. Gabon Oil Company shall have a dozen employees by Q2 2012 and approximately forty employees by end of 2012.

3.1.1.034: How is government ownership of resource companies structured in this country?

Score: A B **(C)** D E

Comments:

The Law provides for PSC or Service Contracts and has a stake in all the productions, exception for the few Concessions still valid with the old Law.

According to the DGI website:

Profit Oil 55 % for the State 45% for the Company

References:

<http://www.dgi.ga/spip.php?article56>

a). Le contrat d'exploitation et de partage de production (CEPP)

Le CEPP a pour fondement juridique l'Article 3 de la loi n°14/82 du 24 janvier 1983, portant réglementation des activités de recherches et d'exploitation des hydrocarbures.

« Article 3 - A compter de la date de publication de la présente Loi, les nouvelles Conventions qui seront signées avec les Sociétés Pétrolières appelées à réaliser sur le territoire de la Gabonais des travaux de recherches et d'exploitation d'hydrocarbures seront du type « Contrat d'Exploitation et de partage de Production » ou du type « Contrat de Service » tel que prévus par le Ministère des Mines et du Pétrole.

Ces Conventions stipuleront que les ressources minières du sous-sol appartiennent à l'Etat et que les Sociétés Pétrolières interviennent au Gabon pour le compte du Gouvernement, Elles définiront les limites des permis de recherches et leur durée de validité, les modalités des travaux d'exploration et d'exploitation et les règles de partage de la production pétrolière. Lesdites Conventions arrêteront également les dispositions économiques, financières, fiscales et douanières applicables ; elles préciseront enfin tous les droits et obligations des Sociétés signataires de la convention. Ces conventions seront signées par le Ministre du Pétrole et contresignées par les Ministres des Domaines et des Finances et approuvées par Décret. »

Le CEPP est un régime spécifique, établi sur une philosophie différente : le partage de production. Le contracteur est soumis :

au paiement d'une Royalty variant entre 3% et 15% ;

au paiement d'une redevance superficielle en dollar par km² ;

à un plafond de récupération des coûts (Cost Stop) d'environ 70% ;

à la TVA au taux normal ;

taux réduit de 5% pour les importations ;

à la parafiscalité, à savoir : Frais de formation, Fonds de soutien au Hydrocarbures, Fonds d'Equipement de la DGH ;

au partage de production (profit oil), en moyenne 55% pour l'Etat et 45% pour le Contracteur ;

La compagnie peut bénéficier d'un Uplift ;

La compagnie a l'obligation de constituer des provisions pour restitution des sites dénommées « Provisions RES ».

[...]

b). Pour les sociétés en CEPP

Tous les termes fiscaux du CEPP s'obtiennent par le biais de la négociation. Les parties (l'Etat et les compagnies) recherchent souvent un équilibre général.

Taux de RMP pouvant se situer entre 3 et 15% ;

Récupération rapide des coûts dès la mise en production du champ (Cost Stop à 70% en moyenne) ;

Profit oil de l'Etat puissance publique correspondant à l'impôt sur les sociétés de droit commun, soit 35% du bénéfice réalisé.

3.1.1.035: Is there more than one state-owned company (SOC) operating in the extractive sector?

Score: A B **C**

References:

No SOC

3.1.1.036: Do the roles and responsibilities of the SOC include provision of subsidies or social expenditures (quasi-fiscal activities)?

Score: A B **C**

References:

No SOC

[Download PDF](#)

Gabon - RWI Index Questionnaire

[Back](#)

Indicator		Score
3.2.1	Comprehensive reports	N/A
3.2.2.038	Does the SOC publish information on revenue generation?	N/A
3.2.3.038.j	Disaggregated Revenue Streams	N/A
3.2.4	Quality of reports	N/A
3.2.5.043	Audited reports	N/A

3.2.1 Comprehensive reports

3.2.1.037: Does the SOC publish comprehensive reports with information about its operations and subsidiaries?

Score: A B C D **(E)**

References:

No SOC

3.2.2.038 Does the SOC publish information on revenue generation?

3.2.2.038.a: Reserves

Score: A B C D **(E)**

References:

No SOC

3.2.2.038.b: Production volumes

Score: A B C D **(E)**

References:

No SOC

3.2.2.038.c: Information on prices

Score: A B C D **(E)**

References:

No SOC

3.2.2.038.d: Value of resource exports**Score:** A B C D E**References:**

No SOC

3.2.2.038.e: Estimates of investment in exploration and development**Score:** A B C D E**References:**

No SOC

3.2.2.038.f: Production costs**Score:** A B C D E**References:**

No SOC

3.2.2.038.g: Names of companies operating in country**Score:** A B C D E**Comments:**

The Gabon Oil Company provides a List of Participation in Exploration and Production
See:

<http://gabonoil.com/en/our-assets/exploration>

<http://gabonoil.com/en/our-assets/production>

References:

No SOC

3.2.2.038.h: Production data by company and/or block**Score:** A B C D E**References:**

No SOC

3.2.2.038.i: Quasi fiscal activities**Score:** A B C D E**References:**

No SOC

3.2.3.038.j Disaggregated Revenue Streams

3.2.3.038.j1: Production streams value

Score: A B C D E

References:

No SOC

3.2.3.038.j2: Government s share in PSC

Score: A B C D E

References:

No SOC

3.2.3.038.j3: Royalties

Score: A B C D E

References:

No SOC

3.2.3.038.j4: Special taxes

Score: A B C D E

References:

No SOC

3.2.3.038.j5: Dividends

Score: A B C D E

References:

No SOC

3.2.3.038.j6: Bonuses

Score: A B C D E

References:

No SOC

3.2.3.038.j7: License fees

Score: A B C D E

References:No SOC

3.2.3.038.j8: Acreage feesScore: A B C D E**References:**No SOC

3.2.3.038.j9: Other (Describe below)Score: A B C D E**References:**No SOC

3.2.4 Quality of reports

3.2.4.039: Are the reports published by the state owned company understandable?Score: A B C D E**References:**No SOC

3.2.4.040: How often are the reports or statistical databases containing information on revenue generation published by the state owned company?Score: A B C D E**References:**No SOC

3.2.4.041: If the SOC is involved with quasi fiscal activities, does it publish information about them?Score: A B C**References:**No SOC

3.2.4.042: If there are joint ventures, does the SOC (or government) publish information on its share of costs and revenues deriving from its equity participation in joint ventures?Score: A B C

References:

No SOC

3.2.5.043 Audited reports

3.2.5.043.a: Is the SOC subject to annual audits conducted by an independent external auditor to ensure that the financial statements represent the financial position and performance of the company?

Score: A B C D E**References:**No SOC

3.2.5.043.b: Are SOC audited reports published?**Score:** A B C D E**References:**

No SOC

[Download PDF](#)

Gabon - RWI Index Questionnaire

[Back](#)

Indicator	Score
3.3.1 Legal Framework and Practice	N/A

3.3.1 Legal Framework and Practice

3.3.1.044: Does the SOC have a legal obligation to publish financial reports?

Score: A B C

References:

No SOC

3.3.1.045: Does the SOC follow internationally recognized accounting standards?

Score: A B C

References:

No SOC

3.3.1.046: Do SOC audits include consolidated accounts that cover all of the SOC subsidiaries?

Score: A B C

References:

No SOC

3.3.1.047: Are officials of the SOC required to disclose information about their financial interest in any oil, gas or mining projects?

Score: A B C

References:

No SOC

3.3.1.048: Does the SOC publish information on the composition of its Board of Directors?

Score: A B C

Comments:

The GOC Executive Team,
<http://gabonoil.com/en/about-goc/executive-team>
Serge TOULEKIMA, CEO
Milko MOUSSIROU, VP Upstream

Barry HII, Technical & Commercial Advisor
VP Commercial (To be announced)
Chief Finance Officer (To be announced)
Chief HR Officer (To be announced)

Décret n°1017/PR/MMPH du 24 août 2011 portant création, attributions et organisation de la Société Nationale des Hydrocarbures du Gabon
Chapitre III : Des personnels

Article 8 : Les personnels de la S.N.H.G. se composent d'agents publics mis en position de détachement et d'agents soumis au Code du Travail.

References:

No SOC, but the Gabon oil company has published the list of them. As mentioned before, since the SOC is not yet operative, I consider it as non existing.

3.3.1.049: Does the SOC publish information about the rules governing decision making by the Board of Directors?

Score: A B C

References:

No SOC

[Download PDF](#)